

## Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe



### L'usine Gardel (1870-1994) Histoire d'une survivante

Christian Schnakenbourg

Number 171, May–August 2015

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1032943ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1032943ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Société d'Histoire de la Guadeloupe

ISSN

0583-8266 (print)

2276-1993 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Schnakenbourg, C. (2015). L'usine Gardel (1870-1994) : histoire d'une survivante. *Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe*, (171), 55–112. <https://doi.org/10.7202/1032943ar>

# L'USINE GARDEL (1870-1994)

## Histoire d'une survivante

*Christian SCHNAKENBOURG*<sup>1</sup>

En 1965, à l'apogée de son histoire sucrière<sup>2</sup>, onze usines sont en activité en Guadeloupe<sup>3</sup> ; trente ans plus tard, à l'issue d'une épouvantable crise, elles ne sont plus que deux survivantes, Grande-Anse, à Marie-Galante, et Gardel, la dernière sur le « continent » guadeloupéen. Ceci nous conduit à nous pencher sur son passé pour y rechercher des explications. Pourquoi Gardel, et non pas Blanchet ou Beauport, pourtant situées comme elle au centre d'un vaste bassin cannier et sur lesquelles aurait pu tout aussi bien se replier ce qui restait de l'industrie sucrière de la Grande-Terre après la catastrophe des décennies 1970 et 1980 ?

Entre le moment de sa création et celui où elle devient l'unique usine encore en activité en Grande-Terre, l'histoire de Gardel se décline en trois grande périodes, que nous définirons par référence aux noms des familles propriétaires successives, Saint-Alary de 1870 à 1920, Aubéry de 1928 à 1968, Huyghes-Despointes de 1968 à 1994.

### SAINT-ALARY (1870-1920)

L'histoire de Gardel au cours de ce demi-siècle est difficile à connaître, en raison de la rareté des sources ; nous ne pouvons même pas retracer complètement l'évolution de sa production sur toute cette période<sup>4</sup>. Il n'y a rien de comparable aux grands ensembles documentaires existant pour

---

1 Professeur émérite d'Histoire économique à l'Université de Picardie, membre de l'Equipe de recherche AIHP de l'Université des Antilles.

2 Avec une production record de 184.800 tonnes de sucre, pour 1.847.000 tonnes de canne manipulées.

3 Darboussier, Blanchet, Bonne-Mère, Marquisat, Beauport, Gardel, Grosse-Montagne, Comté, Sainte-Marthe, Courcelles, Grande-Anse (*Voir carte n° 1*).

4 L'évolution de la production de Gardel de 1870 à 2010 est reproduite en annexe.

d'autres usines, telles Darboussier, Beauport ou Blanchet, et permettant des développements, sinon toujours exhaustifs, du moins relativement précis et suivis. Le peu que nous connaissons est fait de bric et de broc, de fragments épars et de petits morceaux, qui nous livrent quelques bribes d'informations au hasard d'une phrase ou au détour d'un document consacré à tout à fait autre chose. En définitive, nous ne pouvons dresser qu'un tableau très incomplet de la période des origines, jusqu'aux années 1870 ; quant à ce qui concerne la gestion et les performances de l'usine au cours des grandes secousses de l'histoire sucrière guadeloupéenne entre 1884 et 1920, c'est une obscurité quasi-totale<sup>5</sup>.

### **Histoire en pointillés de l'habitation-sucrierie Sainte-Marie (XVIII<sup>e</sup> siècle – années 1860)**

Comme la plupart des usines modernes inaugurées en Guadeloupe après l'abolition de l'esclavage, Gardel prend la suite d'une ancienne « habitation-sucrierie » établie antérieurement sur le site. On dénomme ainsi depuis le XVII<sup>e</sup> siècle une plantation familiale de grandes dimensions (100 à 150 ha) spécialisée dans la production sucrière. C'est un complexe agro-manufacturier intégré et autonome (elle est la fois plantation de canne et fabrique de sucre, et ne manipule que ses propres cannes, sans achats à l'extérieur), produisant, selon des techniques rudimentaires et très peu mécanisées (extraction du vesou par des moulins à eau, à bêtes ou à vent, évaporation et cuite dans des « chaudières » demi-sphériques à feu nu et à l'air libre), entre 50 et 75 tonnes par an d'un sucre brut de mauvaise qualité. Toute l'activité repose sur l'exploitation brutale et sans limites d'une main-d'œuvre servile misérable déportée d'Afrique par la traite négrière (entre 80 et 100 esclaves par habitation). On qualifie généralement ces établissements d'habitations « du père Labat », par référence au célèbre dominicain qui géra pendant onze ans à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle la sucrierie de son ordre, à la Martinique, et nous en laissa dans son *Nouveau voyage aux Isles de l'Amérique* (1722) une description devenue un grand classique de la littérature historique antillaise (*Voir planche*).

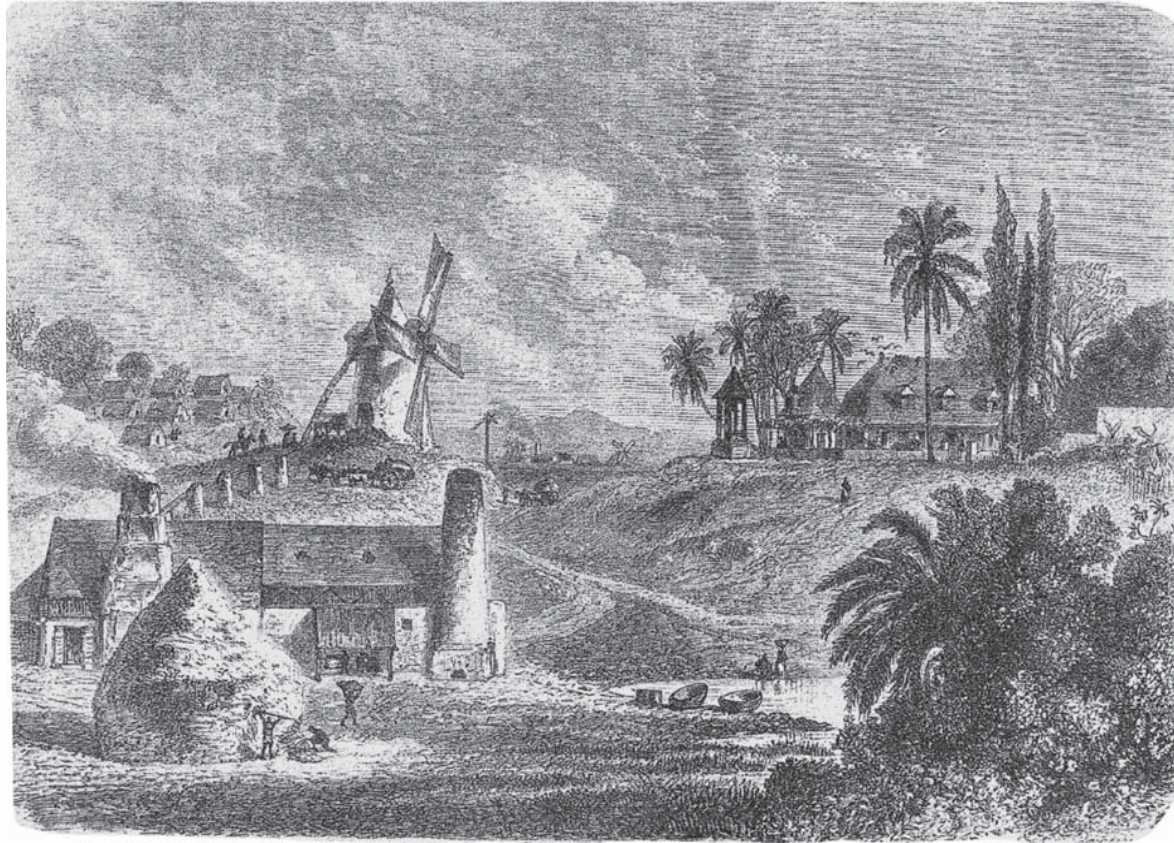
Nous ne savons pas quand est établie une habitation-sucrierie sur le site de la future Gardel, mais elle existe dès 1768 au moins. On la localise très bien, en comparant avec la carte IGN de 1980, la feuille « Moule » de la « Carte générale de la Guadeloupe » dressée alors par les « ingénieurs-géographes du roi » et représentant de façon extrêmement précise tous les détails de l'occupation du sol<sup>6</sup>. Il s'agit de l'habitation Clas, du nom de son propriétaire, qui est clairement une sucrierie, comme le montre le petit rond au milieu des bâtiments de la manufacture indiquant l'existence d'un moulin, mais dont la nature (à vent ou à bêtes) est inconnue ; c'est malheureusement tout ce que nous en savons.

---

5 C'est seulement à partir de la décennie 1960 que les sources relatives à Gardel deviennent relativement nombreuses. Encore faut-il noter qu'il s'agit presque exclusivement de documents d'origine administrative ; sauf pour les dernières années couvertes par cette étude, pratiquement aucun ne provient de l'entreprise elle-même.

6 BnF, département des Cartes et Plans, dépôt du Service hydrographique de la Marine, portefeuille 155. Une reproduction très lisible est disponible aux ADG.

UNE HABITATION SUCRERIE « DU PERE LABAT »<sup>7</sup>



<sup>7</sup> Dessin publié en 1860 dans la revue parisienne « *Le Tour du Monde* », par Evemond de Bérard, sous le titre « *Une habitation ancien système à la Guadeloupe* »

Puis plus rien pendant près de trente ans. Quand elle réapparaît dans les sources, en 1796, cette habitation s'appelle désormais Saint-Alary, du nom de son nouveau propriétaire<sup>8</sup>.

Comme beaucoup de familles blanches-créoles des XVIII<sup>e</sup> siècle et début XIX<sup>e</sup>, les Saint-Alary sont originaires du sud-ouest de la France<sup>9</sup>. Venu de Saverdun, dans le comté de Foix, Bénony St-Alary arrive en Guadeloupe vers 1745 ; il s'y marie et se fixe à Moule, où il décède en 1763. Son fils, prénommé également Bénony (1760-1809), est probablement l'acquéreur de l'habitation à une date que nous ne connaissons pas ; c'est en tout cas lui qui en est le propriétaire en 1796. Mais il est alors absent, parti en émigration comme beaucoup de grands planteurs pour fuir le régime de Terreur instauré par Victor Hugues après la première abolition de l'esclavage, deux ans auparavant, et son habitation a été mise sous séquestre<sup>10</sup>. Par contre, son épouse est restée, ainsi qu'une de ses filles âgée de dix ans. Est-ce pour surveiller la gestion du séquestre de l'habitation nommé par les autorités révolutionnaires ? En tout cas, elle fait manifestement partie de ces Blancs qui n'ont pas « digéré » l'abolition de l'esclavage et conservent toujours des réflexes hérités d'une époque que l'on croit alors révolue ; en 1798, elle n'hésite pas à inciter l'un de ses enfants à tirer un coup de fusil sur un « cultivateur » de l'habitation<sup>11</sup>.

Le recensement de 1796 ne nous dit rien sur la superficie ni sur l'équipement de l'habitation, mais donne par contre de précieux renseignements sur sa main-d'œuvre. Elle se compose de 53 « cultivateurs », dont trois « rouges » (= métissés), et 61 « cultivatrices », dont six « rouges » ; ce sont les anciens « Nègres de houe », de l'époque esclavagiste. Aucune autre spécialité n'est indiquée. Le document fait également état de deux hommes noirs « enrôlés » dans l'armée de la République, ainsi que de huit « divagants », nouveau nom donné aux anciens Nègres marrons<sup>12</sup>, quatre hommes et autant de femmes, tous noirs. En principe ont été recensés en 1796 tous les « cultivateurs », présents ou non, des habitations sur lesquelles ils étaient esclaves en 1794. Si les chiffres qui précèdent sont exacts, cela signifierait donc que l'habitation Saint-Alary comptait 124 esclaves adultes avant la première Abolition, ce qui la classerait parmi les grosses unités existant alors en Guadeloupe<sup>13</sup>.

A la mort de Bénony, en 1809, c'est l'aîné de ses fils, Evremond, premier d'une longue lignée à porter ce prénom<sup>14</sup>, qui lui succède à la tête

---

8 ANOM, G1-501, recensement nominatif de tous les habitants de la Guadeloupe en 1796, établi par communes et par habitations ; volume « Moule », p. 114-118, habitation séquestrée n° 7. Un exemplaire photocopié aux ADG.

9 Tous les éléments biographiques qui suivent sur la famille Saint-Alary sont tirés de C. Pourtugau et B. Kissoun, « Le morne Darboussier à Pointe-à-Pitre : de l'habitation à la construction de l'usine centrale, 1807-1867 », *Bull. Sté d'Hist. Gpe*, n° 166-167, 2013-14, p. 48-51 et 70-74 ; nous nous abstenons désormais de redonner systématiquement cette référence.

10 F. Régent, *Esclavage, métissage, liberté. La Révolution française en Guadeloupe, 1788-1802*, Paris, Grasset, 2004, p. 293-298 ; le nombre de Blancs en Guadeloupe tombe de 11.362 en 1790 à 7.006 en 1795.

11 *Ibid*, p. 347.

12 *Ibid*, p. 334-336.

13 Dans les années 1780, le nombre moyen d'esclaves adultes « attachés » aux sucreries se situe autour des 80 à 90.

14 Pour éviter les confusions, nous le désignerons désormais comme Evremond I, afin de le distinguer de ses successeurs portant le même prénom et que nous numéroterons de la même façon, II, III.

de l'habitation familiale. Né en 1783, nous ne savons rien de sa jeunesse, mais à l'âge adulte, il quitte Moule pour Pointe-à-Pitre, où il crée une maison de commerce que l'on devine être rapidement l'une des plus importantes de la place à en juger par la suite de sa carrière politique et professionnelle.

Sous la Monarchie de Juillet, Evremond I Saint-Alary est un notable. En 1830, il est nommé « délégué de la Guadeloupe » à Paris, où il est chargé de défendre les intérêts des planteurs auprès des pouvoirs publics. De 1834 à 1840, il est membre du Conseil colonial, une instance consultative placée aux côtés du gouverneur pour l'« éclairer » dans ses décisions, mais qui constitue en fait la représentation institutionnelle du lobby des « Grands-Blancs sucriers ». Il fait alors de fréquents voyages à Paris où il a installé sa famille. En 1842, il abandonne toutes fonctions politiques pour se consacrer entièrement à ses affaires. Douze ans plus tard, il quitte définitivement la Guadeloupe pour se fixer à Paris.

La nature et l'importance des responsabilités qui lui sont confiées laissent supposer, parallèlement, une belle réussite professionnelle, qui apparaît pleinement après l'Abolition. Comme la plupart des négociants de Pointe-à-Pitre, Evremond I avait accordé, dans les années 1840, des avances à diverses habitations menacées de faillite par la crise croissante du système esclavagiste. Entre 1849 et 1853, les créanciers des planteurs se remboursent en faisant saisir ou en reprenant à bas prix les titres de l'indemnité qui avait été accordée aux anciens propriétaires d'esclaves pour les « dédommager » de leur « perte » ; ces opérations aboutissent à concentrer l'essentiel de l'indemnité entre les mains d'un petit nombre de grandes maisons des principaux ports de Guadeloupe et de métropole<sup>15</sup>. Saint-Alary est l'un des principaux bénéficiaires de ce reclassement ; lorsque celui-ci s'achève, il pointe au dixième rang des 8.859 indemnitaires de la Guadeloupe, détenant 1,1 % du total des droits<sup>16</sup>. La dépression post-abolitionniste n'a donc pas entravé la marche de ses affaires. A preuve, en 1853, il avance à ses deux fils, Evremond II et Armand, 400.000 F pour leur permettre de créer à Marseille une maison de négoce en association avec leur cousin Jules Deville. Au cours des années suivantes, il fait l'acquisition de quatre habitations en Grande-Terre, Deville et Sainte-Amélie ou l'Exil, à Petit-Canal, Chazeau, aux Abymes, et Sainte-Louise ou Faudon, à Moule. Outre à Marseille et en Guadeloupe, il possède également de multiples autres intérêts, notamment à New York. A sa mort, en 1860, il laisse derrière lui une fortune estimée entre six et neuf millions de F.

---

15 La liste des 150 plus forts détenteurs de titres d'indemnisation sur un total de 8.859 est publiée dans *Gazette off. de la Gpe*, 15 janvier 1853 : 48 négociants locaux en détiennent 29,9 % et 13 négociants métropolitains 5,5 % ; les onze premiers indemnitaires sont tous des négociants et ils contrôlent 18,2 % du total.

16 Sur cette question de l'indemnisation des planteurs et les multiples avatars de sa mise en œuvre, dans le détail de laquelle nous ne pouvons entrer ici, voir A. Buffon, *Monnaie et crédit en économie coloniale. Contribution à l'histoire économique de la Guadeloupe, 1635-1919*, Basse-Terre, Sté d'Hist. de la Gpe, 1979, p. 141-145 ; et Ch. Schnakenbourg, « La disparition des habitations-sucreries en Guadeloupe (1848-1906). Recherche sur la désagrégation des structures de la production sucrière antillaise après l'abolition de l'esclavage », *Revue fse d'Hist. d'Outre-mer*, t. LXXIV, 1987, p. 266-267.

Sur deux fils se répartissent ses affaires sur une base essentiellement géographique. Au cadet, Armand, né en 1823, celles de Marseille. Après avoir contribué à faire de la maison Deville & Saint-Alary l'une des plus importantes de la place, il se lance dans l'industrie sucrière, en participant, en 1865, à la fondation de la société des Raffineries de la Méditerranée, alors la première du grand port phocéen. Armand n'y possède encore que cent actions, à peine 0,5 % du capital, mais il accroît progressivement sa participation, et, en 1876, un conflit entre associés lui permet d'en devenir le PDG<sup>17</sup>. En 1881, pour renforcer son approvisionnement en sucre brut, il se rapproche de la famille Monnerot, propriétaire de l'usine Blanchet, à Morne-à-l'Eau, à laquelle il rachète le contrôle de l'entreprise à travers la Compagnie marseillaise de sucrerie coloniale, dont il est le fondateur et premier PDG<sup>18</sup>. Armand (de) Saint-Alary décède en 1883, une particule étant apparue entre-temps dans le nom<sup>19</sup>.

Evremond II, l'aîné, né en 1821, prend en charge les intérêts guadeloupéens, en particulier la gestion de l'habitation familiale de Moule, dénommée désormais Sainte-Marie. En l'état actuel des sources, nous ne savons strictement *rien* de son histoire entre 1796 et 1860. A cette dernière date, elle est une habitation un peu plus grande que la moyenne produisant 100 tonnes de sucre<sup>20</sup>. Elle ne semble pas avoir été modernisée, ni l'être au cours des années suivantes. En 1865, seule une minorité d'habitations-sucreries possède un moulin à vapeur, 73 seulement sur les 365 encore en activité en Guadeloupe<sup>21</sup> ; sur ce petit nombre, elles ne sont que 41 à avoir fait l'objet d'une modernisation relativement poussée, et Sainte-Marie n'en fait pas partie<sup>22</sup>. Cela n'empêche pas que certaines améliorations partielles aient pu être faites, mais, en tout état de cause, rien qui puisse lui permettre de résister au processus d'obsolescence qui frappe alors les habitations-sucreries « du père Labat » ; comme ce n'est certainement pas, nous allons le voir, par manque de moyens pour investir, cela signifie que, dès ce moment, Evremond II est déjà en train d'envisager l'abandon du système « traditionnel » pour le remplacer par une usine moderne sur l'habitation familiale.

---

17 J. Fiérain, *Les raffineries de sucre des ports en France (XIX<sup>e</sup> – début du XX<sup>e</sup> siècles)*, thèse d'Etat Lettres, Nantes, 1974, publ. Paris, Lille, H. Champion, ART, 1976, p. 521, 545-548 et 614-615.

18 Ch. Schnakenbourg, « La Compagnie marseillaise de sucrerie coloniale. Histoire de l'usine Blanchet de 1860 à 1933 », *Bull. Sté d'Hist. Gpe*, n° 119-120, 1999, p. 23-25.

19 Bien que le dernier Saint-Alary propriétaire de Gardel (Evremond III) soit qualifié de comte dans la notice qui lui est consacrée sur *Wikipédia*, il ne semble pas que la famille ait jamais été noble ; en tout cas, nous ne l'avons trouvée dans aucun des annuaires de la noblesse française accessibles en ligne.

20 *Gazette off. de la Gpe*, 1<sup>er</sup> février 1861, tableau de classification des habitations ayant demandé des immigrants, avec indication de la production de chacune d'elles en 1860. La production unitaire moyenne pour l'ensemble de la Guadeloupe est de 76 tonnes.

21 *Statistiques coloniales*, année citée.

22 La liste complète est publiée dans *Commercial de la Pointe-à-Pitre*, 1<sup>er</sup> juillet 1865, art. « Les usines à la Guadeloupe ». L'auteur distingue les usines dites « centrales avec adhérents » (= propriétaires extérieurs leur apportant des cannes), au nombre de huit, et les « usines particulières et installations à vapeur sans adhérents », qui sont en fait de grosses habitations très bien modernisées, et dont plusieurs vont devenir des usines centrales au cours des années suivantes ; Ch. Schnakenbourg, *Disparition des habitations-sucreries*, p. 282-286.

### **La création et les années de croissance de l'usine Lagardelle (1870-1883)**

A partir de la fin de la décennie 1850, les éléments les plus lucides du milieu sucrier colonial prennent conscience que les habitations-sucreries « traditionnelles », même modernisées, sont définitivement obsolètes et condamnées à disparaître. Avec leurs moulins à eau ou à vent et leur évaporation/cuite à l'air libre, ne donnant qu'une production limitée et de mauvaise qualité, les planteurs antillais sont incapables de lutter contre les sucreries de betterave métropolitaines et les premières usines de sucre de canne installées avant l'Abolition, produisant selon une technologie moderne (utilisation généralisée de la vapeur, évaporation et cuite sous vide, turbinage de la masse cuite ...) et à des coûts très inférieurs, de grandes quantités de sucre d'une qualité très supérieure. La fin de l'« organisation du travail », mise en place à partir de 1852 pour obliger les anciens affranchis à demeurer sur les habitations et y travailler pour des salaires de misère, ainsi que le manque relatif de main-d'œuvre et l'augmentation des salaires qui en résulte à partir de 1860, mettent fin aux illusions d'une possible survie qu'entretenaient encore beaucoup d'« habitants-sucriers ». Le nombre de ceux continuant à fabriquer eux-mêmes leurs propres cannes diminue rapidement<sup>23</sup>, les autres préfèrent porter leur récolte à une usine moderne voisine. Au début des années 1880, le système « du père Labat » agonise ; la grande crise sucrière de la fin du siècle achèvera de le faire disparaître<sup>24</sup>.

A sa place et sur ses décombres se met en place une nouvelle organisation de la production, reposant sur un petit nombre d'usines « centrales » manipulant les cannes apportées par les habitations voisines ayant renoncé à leur fabrication directe. Les premières sont établies entre 1843 et 1845, puis le mouvement s'interrompt dans les années 1850 en raison de la dépression post-abolitionniste. Il reprend avec force à partir de 1860, essentiellement grâce aux prêts du Crédit colonial, devenu Crédit foncier colonial trois ans plus tard, dont l'objet est d'accorder aux propriétaires des vieilles colonies insulaires des prêts à long terme destinés « à la construction de sucreries (modernes) ou au renouvellement et à l'amélioration des sucreries actuellement existantes ». Les usines centrales se multiplient à travers toute la Guadeloupe : dix sont inaugurées entre 1860 et 1870 ; en 1884, à l'apogée de ce mouvement elles sont au nombre de 22 (*Carte n°1*)<sup>25</sup>.

Une fois de plus, malheureusement, nous ne savons que très peu de choses sur le processus conduisant à la création de Gardel. Alors que les « bulletins agricoles » mensuels des maires, publiés entre 1856 et 1884 dans la *Gazette officielle*, contiennent une foule d'informations sur la construction des usines et les améliorations postérieures qui leur

---

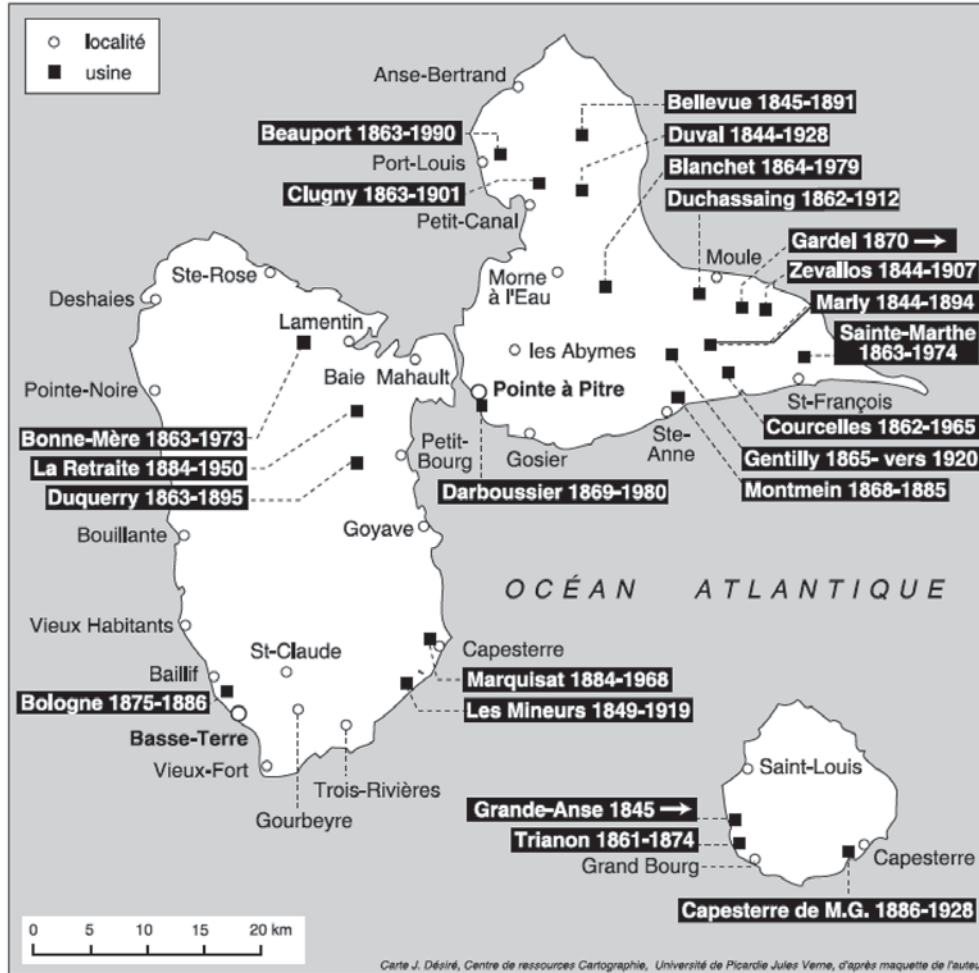
23 Le nombre d'habitations-sucreries en activité en Guadeloupe, qui était d'environ 490 en 1847 et 450 en 1854, tombe de 411 en 1862 à 188 vingt ans plus tard. Les dernières disparaîtront dans les premières années du XX<sup>e</sup> siècle.

24 Pour une description plus approfondie de cette évolution, voir notre article précité, *Disparition des habitations-sucreries, passim*.

25 Ch. Schnakenbourg, « La création des usines en Guadeloupe (1843-1884). Recherche sur la modernisation de l'industrie sucrière antillaise après l'abolition de l'esclavage », 1<sup>ère</sup> partie, *Bull. Sté d'Hist. Gpe*, n° 124-125, 2000, p. 22-50.



CARTE n° 1 – Les usines de la Guadeloupe au XIX<sup>ème</sup> siècle



sont apportées, deux mentions seulement font rapidement allusion à celle établie par les Saint-Alary sur leur habitation familiale. On ne comprend notamment pas pourquoi Evremond II a tant attendu, alors qu'il existe déjà, dans un rayon de 4 à 5 km, trois usines en activité (Marly et Zévallos créées en 1844, et Duchassaing en 1862) qui absorbent la majeure partie des cannes produites à Moule, risquant ainsi de manquer de matière première lorsqu'il se décidera. En fait, Sainte-Marie ne lui appartient pas, mais à sa mère, Louise-Adélaïde Lombard, qui en a hérité de son défunt mari Evremond I ; bien qu'agée de 80 ans et définitivement installée en France, elle est encore très présente foncièrement et financièrement en Guadeloupe<sup>26</sup>, et c'est d'elle

26 Outre les quatre habitations héritées de son mari, qui les avait achetées dans les années 1850, elle fait l'acquisition de deux autres, Sainte-Catherine à Moule et Cornette à Petit-

seule que dépend la décision de s'engager ou non dans la construction d'un établissement moderne.

C'est en 1869 seulement, pratiquement à la fin de sa vie, qu'elle se décide enfin. L'usine effectue sa première campagne l'année suivante<sup>27</sup>. L'investissement initial se monte à 1.500.000 F<sup>28</sup>, financés intégralement par Evremond II grâce à l'héritage de son père ; c'est l'une des rares usines créées en Guadeloupe entre 1860 et 1884 pour lesquelles il n'est pas fait appel à l'endettement<sup>29</sup>. Dans les documents de l'époque, elle est appelée Lagardelle, nom dont nous ignorons l'origine, ou Sainte-Marie, qui reprend celui de l'habitation ; ces deux appellations disparaissent à la fin du siècle, remplacées par celle de Gardel, du nom de sa grand-mère.

Le démarrage est laborieux. Avec 5.500 qx la première année, Gardel produit à peine plus qu'une grosse habitation-sucrerie très bien modernisée. Diverses améliorations et installations nouvelles au cours des campagnes suivantes<sup>30</sup>, lui permettent d'accroître sa production, qui passe de 5.500 à 13.000 qx entre 1870 et 1883<sup>31</sup>. Ceci dit, Gardel n'est qu'un établissement de dimensions moyennes, figurant au onzième rang sur dix-huit en 1874 et au douzième sur vingt-deux en 1883, et dont la production ne représente alors que 70 % de la moyenne des usines de la Guadeloupe<sup>32</sup>.

Evremond II gère personnellement l'entreprise jusqu'en 1889 ; il rentre alors définitivement à Paris et laisse à Edouard Dubos, copropriétaire de l'usine voisine de Courcelles, la direction des exploitations, rejoignant ainsi la grande tradition des propriétaires créoles absentéistes<sup>33</sup>. Jusqu'en 1884, la gestion de Gardel ne semble pas soulever de biens grosses difficultés. A la différence de beaucoup d'autres (Darboussier, Beauport, Clugny ...) sa situation financière est saine (peu ou pas de dettes). La maison marseillaise Deville & Saint-Alary sert de commissionnaire pour l'expédition des sucres en métropole<sup>34</sup> et assure la trésorerie ; Gardel ne recourt même pas aux prêts sur récolte de la Banque de la Guadeloupe pour couvrir les frais de faisance-valoir de

---

Canal, en 1867. Rappelons qu'elle était également propriétaire du morne Darboussier, qu'elle vend la même année à E. Souques et J. F. Cail pour y construire l'usine du même nom.

27 *Gazette off. de la Gpe*, 19 août 1870, bulletin agricole de Moule pour le mois de juillet.

28 *Conseil Général*, session extraordinaire de mai 1875, rapport de la commission de l'immigration et des usines, tableau p. 30.

29 Ch. Schnakenbourg, *Création des usines*, 2<sup>e</sup> partie, *Bull. Sté d'Hist. Gpe*, n° 41, 2005, p. 16-32. *Nota* : nous devons corriger ici une erreur commise dans cet article, p. 23. En l'absence de toute information, nous avons alors supposé que la création de Gardel avait été financée de façon égale entre les deux frères, Armand (capitains marseillais) et Evremond II (capitains créoles). Ceci est erroné ; les documents cités par C. Pourtugau et B. Kissoun, et sur lesquels reposent nos développements, montrent qu'en réalité ce financement provient d'Evremond seul.

30 *Gazette off. de la Gpe*, 19 mars 1872, bulletin agricole de février.

31 Rappelons que l'évolution de la production de Gardel est retracée en annexe.

32 Tableau publié par R. Monnerot dans *Courrier de la Gpe*, 11 novembre 1884.

33 ANOM, Notariat Gpe, minutes L. Guilliod, 16 novembre 1889, procuration.

34 Nous n'avons pas d'information directe pour Gardel à ce sujet, mais on sait par ailleurs que c'est ainsi que fonctionne Blanchet après son rachat par Armand Saint-Alary, en 1881, et on peut supposer qu'il en va de même pour ce qui concerne l'usine de son frère ; Ch. Schnakenbourg, *Compagnie marseillaise*, p. 25.

ses habitations<sup>35</sup>. Il reste néanmoins que, comme toutes les usines, elle doit résoudre deux problèmes<sup>36</sup>.

En premier lieu, celui de *l'approvisionnement en matière première*. Les Saint-Alary se préoccupent de la question avant même la mise en marche de l'usine, comme le montre l'achat de l'habitation Sainte-Catherine, en 1867, venant s'ajouter aux deux qu'ils possèdent déjà (*Tableau n° 1*). Gardel dispose ainsi d'un domaine propre de 300 ha, qui constitue une bonne base de départ, mais c'est malgré tout insuffisant. Dans les conditions agronomiques et économiques de l'époque, une habitation moyenne en Grande-Terre fournit au mieux 1.500 à 2.000 tonnes de canne ; or, l'usine manipule 8.000 tonnes en 1870, 12.000 en 1874 et 13.000 en 1883. Il faut donc trouver ailleurs les volumes qui manquent.

Pour cela, Saint-Alary s'adresse tout d'abord à des propriétaires d'habitations voisines, qui fabriquaient jusqu'alors à leur moulin les cannes qu'ils produisaient sur leurs plantations mais doivent maintenant abandonner la production de sucre brut en raison de la crise du système « du père Labat » et des multiples difficultés qui en résultent pour eux. Comme toutes les usines de la Guadeloupe lors de leur création, Gardel conclut avec eux des contrats de longue durée de fourniture de canne ; ce sont les « habitations-adhérentes ». En 1870, Evremond II en a déjà recruté trois, qui viennent s'ajouter aux trois qu'il possède en propre<sup>37</sup> ; il s'agit sans doute de Maurel, Monplaisir et Sainte-Madeleine. Mais on voit, sur le *tableau n° 1*, que ces trois habitations ne conservent pas longtemps leur autonomie ; dès 1872, elles sont rachetées par Saint-Alary, qui les réunit au domaine de Gardel, probablement parce que leurs propriétaires sont sur le point d'abandonner. En effet, même en ayant arrêté leur fabrication directe pour ne plus se consacrer qu'à la culture, les grands planteurs éprouvent de plus en plus de difficultés à poursuivre leur activité ; le prix de la canne, qui est directement fonction des cours du sucre, diminue en même temps qu'eux, et une succession d'accidents climatiques accablent la Guadeloupe pendant la majeure partie des années 1870. Ils tombent dans un endettement croissant envers les usines auxquelles ils sont engagés, mais celles-ci, après les avoir tout d'abord soutenues de leurs avances, finissent par les faire exproprier ou les obliger à céder leurs habitations quand il apparaît qu'ils sont définitivement insolubles<sup>38</sup>.

---

35 Pour les besoins d'une autre recherche, nous avons dépouillé intégralement les registres des délibérations du conseil d'administration de la Banque de 1853 à 1901 ; à aucun moment n'apparaît la moindre opération avec Gardel. Au contraire, en 1901, le conseil déplore que « Mr de Saint-Alary (il s'agit d'Evremond III) ne fait pas d'affaires avec la Banque » ; ADG, 13J 26, séance n° 2941 du 26 février 1901.

36 Pour des développements plus généraux sur ces problèmes ainsi que sur l'évolution économique et sucrière des usines dans leur ensemble au cours de cette période, on pourra voir Ch. Schnakenbourg, *Histoire de l'industrie sucrière en Guadeloupe aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles*, t. II, *La transition post-esclavagiste, 1848-1893*, Paris, L'Harmattan, 2007, 161 p., particulièrement p. 25-85 et 125-148.

37 Le rapport de la commission de l'immigration et des usines présenté au *Conseil Général*, session extraordinaire de mai 1875, p. 30, porte à six le nombre d' « adhérents ». Mais, comme pour toutes les usines énumérées dans ce tableau, il s'agit en réalité du nombre total d'habitations fournissant des cannes (adhérents + domaine propre), comme on peut notamment le vérifier pour Beauport et Darboussier.

38 Nous présentons plus longuement ce processus dans le cas particulier des deux principales usines de la Guadeloupe : Ch. Schnakenbourg, *La Compagnie sucrière de la Pointe-à-Pitre (E. Souques & C<sup>ie</sup>). Histoire de l'usine Darboussier de 1867 à 1907*, Paris, L'Harmattan, 1997,

Naturellement, ce processus se poursuit et s'aggrave au cours des années suivantes ; pour les acquisitions de Bel Air, en 1878, et d'Audouin, cinq ans plus tard, 22 et 60 % respectivement de leur prix sont payés par compensation avec les créances que Gardel détient sur elles. A la veille du déclenchement de la grande crise sucrière (1884), le domaine propre de l'usine s'étend sur huit habitations et près de 1.000 ha ; c'est largement suffisant pour lui apporter toutes les cannes dont elle a besoin (*Voir carte n° 2*). Par contre, Evremond II ne recourt que très marginalement aux « petits fournisseurs » (petits planteurs et colons partiaires), qui n'apportent que 6 % des cannes manipulées par Gardel en 1870, 3 % en 1874 et 9,5 % en 1883. Ceci est assez surprenant, dans la mesure où, en général, les usiniers encouragent très fortement le développement de la « petite culture » pour des raisons à la fois économiques et idéologiques<sup>39</sup> ; en 1883, elle a fourni 13 % de leurs cannes à l'ensemble des usines, mais 25 % à Darboussier, 18 % à Blanchet, 14 % à Beauport ... Il est vrai que la majeure partie de l'espace cultivable à Moule est monopolisé par les usines, et qu'il reste donc peu de place pour l'installation de petits propriétaires, mais à Duchassaing, dans la même commune, petits planteurs et colons ont tout de même apporté 10 % des cannes traitées la même année. C'est donc bien un choix de gestion de Saint-Alary, mais auquel nous ne pouvons trouver une explication.

TABLEAU n° 1 : *Evolution du domaine foncier de Gardel jusqu'en 1925*

Nom de l'habitation	Commune	Sup. ha	Année de l'entrée	Source
Sainte-Marie ou Gardel	Moule	143	XVIII <sup>e</sup> s.	ANOM, G1-501
Sainte-Louise ou Faudon	Moule	88	1856	Hyp. PAP, 159/17
Sainte-Catherine	Moule	113	1867	Thionville, 29-5-1867
Maurel ou Portland	Moule	177	1872	Hyp. PAP, 328/59
Monplaisir	Moule	114	1872	Hyp. PAP, 333/48
Sainte-Madeleine	St-Fs	100	1872	Id°
Bel Air	Moule	119	1878	L. Guilliod, 10-1-1878
D'Audouin	Moule	128	1883	L. Guilliod, 4-2-1883
Champgrillé	Moule	151	1887	Hyp. PAP, 490/22
Marly	Ste-A	134	1895	Hyp. PAP, 557/24

p. 59-76 ; et « Histoire de Beauport au temps des Souques (1836-1901). Recherche sur les causes de la chute des usiniers créoles au début du XX<sup>e</sup> siècle », *Bull. Sté d'Hist. Gpe*, n° 115, 1998, p. 76-79.

<sup>39</sup> Les cannes achetées aux petits planteurs sont moins coûteuses que celles produites sur les habitations (adhérentes ou du domaine de l'usine) et l'administration coloniale comme les usiniers espèrent que le développement d'une classe de petits propriétaires entravera la diffusion des idées socialistes en Guadeloupe.

Nom de l'habitation	Commune	Sup. ha	Année de l'entrée	Source
Celcour	St-Fs	108	1895	Id°
Renéville	St-Fs	201	1896	Hyp. PAP, 559/19
<i>Caillebot ou Mauperthuis</i>	Moule	179	1902	Hyp. PAP, 595/2
Lauréal ou Lahaut	Moule	114	1902	Id°
<i>Nord-Ouest</i>	Moule	122	1902	Id°
<i>Cocoyer</i>	Moule	212	1902	Id°
<i>L'Ecluse</i>	Moule	160	1902	Id°
<i>Lemercier ou La Trompeuse</i>	Moule	191	1902	Id°
<i>Couppé ou La Boissière</i>	Moule	74	1902	Id°
<i>Lapinardière</i>	Moule	68	1902	Id°
<i>La Baie</i>	Moule	173	1902	Id°
Sainte-Rose	Ste-A	132	1902	Id°
Cinq Etangs	Ste-A	133	1902	Id°
Loery	Ste-A	95	1902	Id°
<i>Belcour</i>	Ste-A	209	1902	Id°
Longpré	Ste-A	58	1902	Id°
Van Schalkwyck	Moule	107	1902	Hyp. PAP, 596/38
Leteil	Moule	78	1902	Id°
Fonds d'Or	Moule	98	1902	Id°
Bois-David	Moule	102	1905	Hyp. PAP, 614/34
Gentilly	Ste-A	202	1925	Hyp.PAP, 742/24
Bamboche et Kérangon	Ste A	166	1925	Id°
La Henriette	Ste A	113	1925	Id°
Clairevue ou Châteaubrun	Ste A	125	1925	Id°
Dupaty	Ste A	115	1925	Id°
Valras	Ste A	158	1925	Id°
Terre de Bel Etang	Ste A	33	1925	Id°

*Abréviations pour les sources*

Hyp. PAP : ADG, 4 Q, conservation des hypothèques de Pointe-à-Pitre, transcriptions (registre/acte).

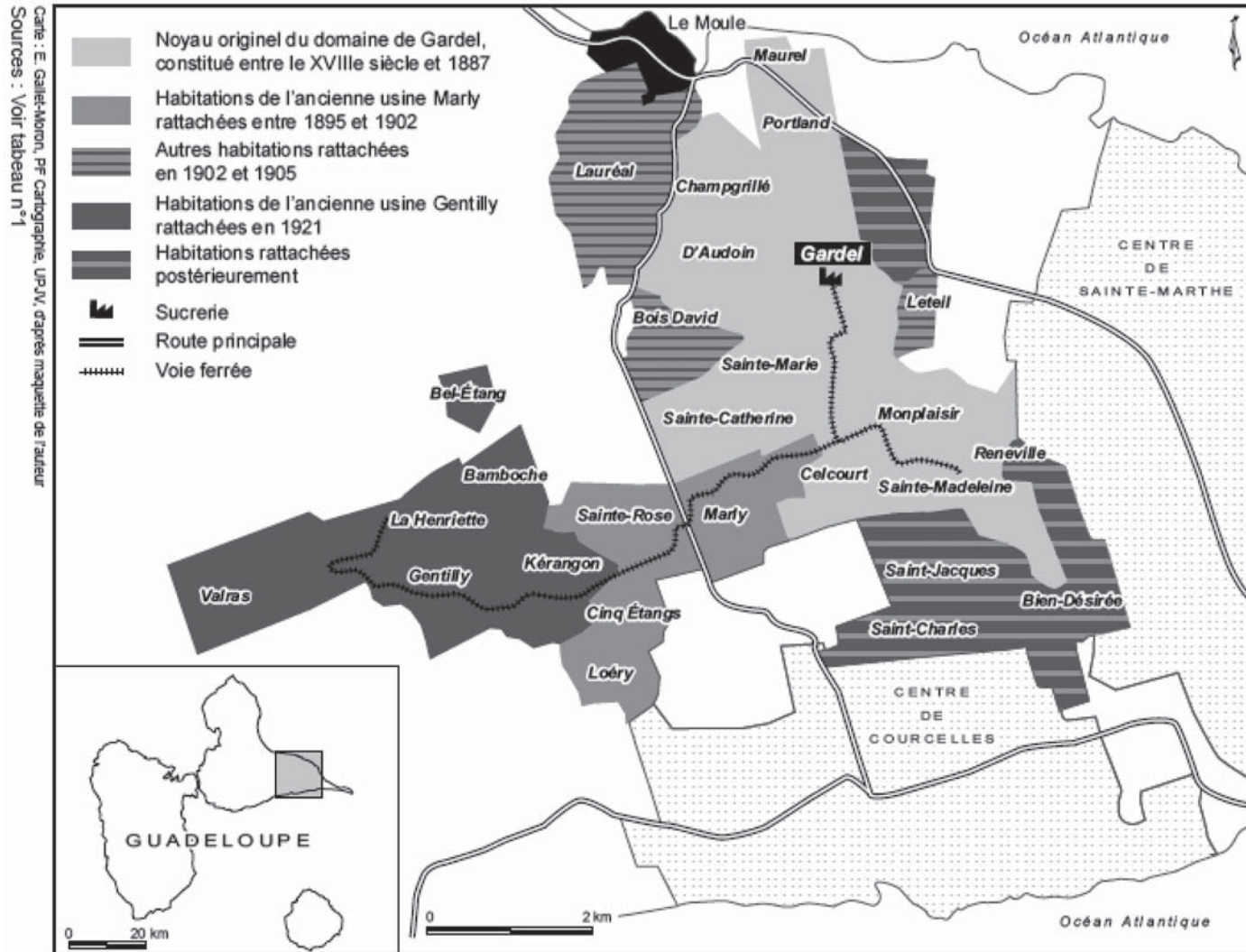
Thionville, L. Guilliod : ANOM, Notariat Guadeloupe, minutes de ces deux notaires, date de l'acte

*Nota*

La superficie indiquée pour les habitations est celle du moment de leur entrée dans le domaine de l'usine. Si elle n'est pas indiquée, nous reprenons alors celle donnée lors de la création de la SASM, en 1902 (voir *infra*).

En italiques, les habitations revendues entre 1912 et 1920.

CARTE n° 2 – La formation du domaine foncier de Gardel



La seconde grande préoccupation d'Evremond II au cours de cette période de croissance réside dans le *manque de main-d'œuvre*, qui affecte Gardel comme toutes les usines de la Guadeloupe. L'industrialisation de la production, qui passe de 33.000 tonnes en 1860 à 57.000 en 1884, et la création d'établissements de grandes dimensions, manipulant des volumes considérables de matière première, entraînent un fort développement de la culture de la canne (18.000 ha en 1860, 25.000 en 1883), et donc de l'emploi agricole ; on compte 44.000 travailleurs dans la branche en 1861, ils sont 53.000 en 1882.

La réponse des « cultivateurs » créoles à l'offre de travail des usines et leurs domaines n'est pas suffisante pour satisfaire tous les besoins en main-d'œuvre de celles-ci. Après deux siècles d'esclavage et dix années d'« organisation du travail », au cours desquelles ils ont été obligés de demeurer sur les habitations malgré l'Abolition, la population rurale veut être enfin libre de ses travaux et de ses jours ; elle rejette le symbole même de ce passé haï que représente l'habitation et le travail en « ateliers ». Les anciens affranchis et leurs enfants cherchent au maximum à s'établir comme petits propriétaires indépendants cultivant des vivres et des productions « secondaires » (café, cacao), mais aussi de la canne qu'ils vendent aux usines voisines pour se procurer des liquidités ; ils ne s'embauchent sur les habitations qu'en fonction de leurs besoins, de la nature des tâches qu'on leur propose, du salaire qu'on leur offre et du temps que leur laissent leurs propres cultures. D'autre part, les usines ne disposent pas toujours à proximité d'un réservoir de main-d'œuvre dans lesquels recruter des journaliers. Bien sûr, il y a les Grands-Fonds et sa population dense de petits paysans, mais la concurrence est vive entre usines voisines ; outre Blanchet à Morne-à-l'Eau, elles sont quatre à Sainte-Anne (Marly, Montmein, Courcelles, Gentilly) et trois à Moule (Gardel, Duchassaing et Zévallos), qui « chassent » toutes dans l'est de la zone. Au total, dans l'ensemble de la Guadeloupe, l'emploi agricole créole passe de 79.000 à 105.000 personnes entre 1861 et 1882, mais, dans la canne, il stagne légèrement en-deçà des 31.000. Conséquence : les salaires augmentent lentement tout au long de cette période ; de 1 F par jour environ vers 1860, ils passent entre 2 F et 2,20 F en 1882 et 1883. En même temps, la durée quotidienne du travail sur les habitations tend à diminuer ; de dix heures dans les années 1850, elle serait tombée à sept au début de la décennie 1880.

C'est pour lutter contre cette double tendance à l'insuffisance de main-d'œuvre et à la hausse des coûts, mais aussi pour exercer sur la population créole une pression destinée à montrer qu'ils sont toujours les *maîtres*, que les usiniers recourent à l'immigration. De 1854 à 1889, plus de 50.000 immigrants débarquent en Guadeloupe, 43.000 Indiens, 6.000 Africains « libres » recrutés dans la région du Congo, et 2.000 de diverses autres provenances. Ils jouent alors un rôle majeur dans l'essor de l'industrie sucrière, à laquelle ils fournissent une part croissante de la main-d'œuvre : 13.000 sont employés dans la canne en 1861 et 22.000 en 1882, soit 29 et 42 % respectivement de l'emploi total de la branche<sup>40</sup>.

---

40 Sur tout ce qui concerne l'immigration en Guadeloupe dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, voir, pour les sources et des développements plus approfondis, Ch. Schnakenbourg, *L'immigration indienne en Guadeloupe (1848-1923). Histoire d'un flux migratoire*, thèse d'Histoire contemporaine, Université de Provence, 2005, 1490 p. en 6 vol. dact. ; publiée en ligne sous un titre légèrement différent par les éditions Manioc, 2014.

Après des débuts difficiles, parce que les recrutements se font clandestinement contre la volonté des autorités coloniales britanniques, l'émigration indienne vers les colonies françaises prend son essor à partir de 1861. La convention franco-britannique du 1<sup>er</sup> juillet autorise alors la France à recruter directement sur le territoire de l'Inde anglaise des candidats au départ pour les Antilles et la Réunion. Il s'agit d'une immigration dite « réglementée », placée sous la surveillance de l'administration des colonies concernées et financée pour moitié environ par leurs budgets. Le transport vers les Antilles est effectué par des voiliers contournant le cap de Bonne-Espérance ; le voyage dure environ trois mois. Les deux tiers des Indiens arrivés en Guadeloupe sont des Tamouls partis par les deux comptoirs français de Pondichéry et Karikal, les autres proviennent de la plaine indo-gangétique (Bihar et actuel Uttar Pradesh) et embarqués à Calcutta.

A leur arrivée en Guadeloupe, les immigrants sont répartis entre les planteurs en ayant fait préalablement la demande. Ils sont affectés presque uniquement aux travaux de la canne, ce qui explique leur concentration dans les communes où sont installées les usines. C'est à Moule qu'ils sont les plus nombreux, 1.255 en 1862 (1.012 Indiens, 235 Congos, 8 Chinois), 2.910, tous Indiens, en 1884, représentent alors 25 % de la population totale de la commune (contre 12 % dans l'ensemble de la Guadeloupe).

Les Saint-Alary réclament des immigrants pour leur habitation familiale Sainte-Marie dès la fin des années 1850. Leur demande s'accélère considérablement à partir de 1870 avec la création de l'usine et l'extension de son domaine foncier. Entre ce moment et l'arrivée du dernier convoi, en 1889, Gardel et ses habitations reçoivent 496 Indiens, dont la répartition par convois est présentée *tableau n° 2*. Evremond II est le second plus important demandeur d'immigrants de la Guadeloupe au cours de cette période après Ernest Souques, le principal usinier de la colonie avec ses deux établissements de Beauport et Darboussier. Naturellement, comme les demandes sont toujours plus importantes que les arrivées, les « lots », puisque tel est le terme employé par l'administration, sont réduits à une dizaine d'immigrants par attributaire et par convoi, une quinzaine au maximum, pour donner satisfaction au plus grand nombre de planteurs possible.

TABLEAU n° 2 – *Immigrants Indiens attribués à Gardel de 1870 à 1889*

Nom du navire	Port départ Inde	Mois d'arrivée PAP	Etablissement d'affectation	Nbre	Source : Gazette off. puis JO Gpe du
<i>Peckforton Castle</i>	Pondy	10-70	Hab. Ste-Marie	10	27-10-70
<i>Contest</i>	Pondy	2-71	Hab. Ste-Marie	10	12-1-71
<i>Brechin Castle</i>	Cal.	5-76	Hab. Ste-Marie Hab. Ste-Louise Hab. Ste-Catherine	10 10 10	25-4-76
<i>Killochan</i>	Cal.	4-77	Hab. Monplaisir	10	19-12-76
<i>Gainsborough</i>	Pondy	7-77	Hab. Monplaisir	10	15-5-77



Nom du navire	Port départ Inde	Mois d'arrivée PAP	Etablissement d'affectation	Nbre	Source : Gazette off. puis JO Gpe du
<i>Botanist</i>	Cal.	11-77	Hab. Monplaisir	5	12-10-77
<i>Bride</i>	Pondy	11-80	Usine Hab. Ste-Marie Hab. Ste-Catherine Hab. Ste-Louise	10 10 5 5	2-11-80
<i>Bruce</i>	Cal.	3-81	Hab. Ste-Marie Hab. Ste-Catherine Hab. Ste-Louise	10 10 10	15-3-81
<i>Latona</i>	Pondy	4-81	Hab. Ste-Marie	10	22-3-81
<i>Syria</i>	Cal.	5-81	Usine Hab. Monplaisir Hab. Ste-Louise	15 10 10	20-5-81
<i>Copenhagen</i>	Pondy	11-81	Usine Hab. Monplaisir Hab. Ste-Catherine Hab. Ste-Marie Hab. Bel Air Hab. Ste-Louise	15 10 10 10 10 9	28-10-81
<i>Jura</i>	Cal.	12-81	Hab. Ste-Marie Hab. Monplaisir	10 10	16-12-81
<i>Bruce</i>	Cal.	4-82	Hab. Monplaisir	5	24-3-82
<i>Hereford</i>	Cal.	12-82	Hab. Monplaisir	10	5-12-82
<i>Copenhagen</i>	Pondy	1-83	Usine Hab. Ste-Marie Hab. Ste-Catherine Hab. Ste-Louise	15 10 10 10	12-12-82
<i>Bruce</i>	Cal.	4-83	Usine	15	3-4-83
<i>White Adder</i>	Pondy	2-84	Usine Hab. Ste-Marie Hab. Ste-Catherine Hab. Ste-Louise Hab. Ste Madeleine	15 10 10 10 10	18-1-84
<i>Hereford</i>	Cal.	4-84	Usine Hab. Monplaisir	15 10	4-4-84
<i>Boyne</i>	Pondy	4-84	Hab. Monplaisir	5	4-4-84
<i>Néva</i>	Cal.	5-85	Usine Hab. Monplaisir	15 10	24-2-85
<i>Nantes-Bordeaux</i>	Pondy + Cal.	1-89	Ensemble du domaine Gardel	57	30-11-88

*Etats de répartition pour le prochain convoi annoncé, publiés par le service de l'Immigration*

Nous n'avons aucune information sur la manière dont les Indiens sont traités à Gardel. Probablement ni mieux ni pire que sur toutes les autres

usines de la Guadeloupe, à l'exception de Sainte-Marthe où les immigrants vivent un véritable enfer. Mais même en situation « normale », l'ordinaire de leur existence dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle est faite de surexploitation, de malnutrition, d'engagements interminables<sup>41</sup>, de salaires de misère et incomplètement payés, d'isolement géographique et psychologique presque total d'avec la population créole, au moins pour la première génération<sup>42</sup>, de rapatriements impossibles à obtenir<sup>43</sup>, et surtout de beaucoup d'humiliations et de violences, contre lesquelles ils ne reçoivent aucune protection de l'administration ou de la justice. La mortalité est énorme : 12,5 % des Indiens arrivés à Moule décèdent la première année, 34 % au cours des trois premières, 45 % dans les cinq premières, et leur durée moyenne de vie (de survie) active sur les habitations est de neuf ans ; c'est à peine « moins pire » qu'à l'époque de l'esclavage.

### **Gardel dans la grande crise sucrière de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle (1884-1901)**

Au cours des deux dernières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle, le marché mondial du sucre est frappé par une énorme crise de surproduction, qui se déroule en trois phases de chute brutale des cours, en 1884-86, 1894-95 et 1901-02, séparées par de brefs moments de stabilité ou de légère hausse. Quand elle prend fin, entre 1905 et 1907, les prix du sucre ont diminué de 50 à 65 % selon les pays et les qualités. La Guadeloupe est très durement frappée. Huit usines doivent fermer, et, compte tenu de deux nouvelles créations en 1903-04, le nombre de celles en activité tombe de 22 en 1884 à seize en 1913 ; huit autres changent de propriétaire et passent sous contrôle métropolitain, dont Darboussier et Beaufort les deux plus importantes de la colonie<sup>44</sup>.

Gardel demeure propriété des Saint-Alary, mais Evremont II, décédé en 1901, ne voit pas la fin de la crise. Nous connaissons mal l'histoire de l'entreprise pendant cette période, en raison de l'insuffisance des sources.

---

41 En principe, l'Indien est engagé pour cinq ans. Mais en pratique, les planteurs emploient toutes sortes de moyens malhonnêtes pour les retenir beaucoup plus. A Moule, la durée moyenne effective de leur engagement s'élève à 78 mois contre les 60 portés dans leurs contrats.

42 Voici comment, à la fin de sa vie, le Dr Rosan Girard, un grand progressiste pourtant, un homme qui a consacré sa vie à lutter contre le racisme et les discriminations de toutes natures, décrit les réactions des habitants du bourg du Moule quand les Indiens des environs descendaient en ville, lorsqu'il était enfant, dans les années 1920 : « *Les Indiens représentaient pour les gens du bourg un facteur de curiosité et de mépris ... Ils ne sortaient presque jamais de l'habitation où ils étaient confinés. On les voyait quelquefois en ville, plus déchirés, si c'était possible, que les Nègres d'habitation, l'oreille et le nez encore percés d'un anneau de cuivre, déambuler en traînant leur pieds nus sur la route poussiéreuse ... Pour la majorité des enfants créoles, les Indiens étaient encore des gens d'un autre pays, des travailleurs étrangers à la complexion curieuse, ni nègre, ni mulâtre, ni blanc, aux mœurs étranges. On les voyait pleurer lors des naissances, crier des Aye, aye, aye ... d'une voie aiguë lorsqu'ils accompagnaient leurs morts. Inclassable dans une société coloniale déjà structurée et aux schèmes bien établis, la communauté indienne n'avait pas droit de cité au propre comme au figuré* ». Entretien avec J. P. Sainton, *Rosan Girard. Chronique d'une vie politique en Guadeloupe*, Paris, Pointe-à-Pitre, Karthala, Ed. Jasors, 1993, p. 36-37.

43 Sur les 42.900 Indiens arrivés en Guadeloupe entre 1854 et 1889, 9.700 seulement seront rapatriés jusqu'en 1906.

44 Pour des développements plus approfondis sur cette crise et sur l'évolution générale de l'économie guadeloupéenne au cours de cette période, on pourra voir Ch. Schnakenbourg, *Histoire de l'industrie sucrière ...*, t. III, *Fluctuations et dépendance, 1884-1946*, Paris, L'Harmattan, 2008, p. 7-103.

C'est une usine dite « privée », intégrée dans l'ensemble du patrimoine de son propriétaire, qui n'est donc pas tenu de publier ses comptes. Il semble toutefois que, à la différence de beaucoup d'autres usiniers qui ont fini par se noyer dans leur endettement avant d'être expropriés<sup>45</sup>, Evremond II soit parvenu à conserver une situation financière saine jusqu'à sa mort, puisqu'il laisse alors à ses héritiers Gardel et ses habitations « francs et quittes de toutes dettes »<sup>46</sup>. On a le sentiment que sa gestion est extrêmement prudente. A en juger par la série reproduite en annexe, il ne cherche manifestement pas à accroître sa production, qui en tendance, demeure limitée à un maximum de 20.000 tonnes d'un bout à l'autre des années de crise. Mais en même temps, pour sécuriser ses approvisionnements en matière première, il poursuit dans la voie de l'extension du domaine foncier, porté de près de 1.000 ha en 1883 à 1.500 en 1896 par l'acquisition de quatre nouvelles habitations (*voir tableau n° 1 et carte n° 1*) ; avec 580 ha de terres effectivement cultivées, représentant 38 % de la superficie totale du domaine en 1902<sup>47</sup>, Gardel est celle des usines de la Guadeloupe qui met proportionnellement le mieux ses habitations en valeur au début du siècle<sup>48</sup>. Dans la même perspective, Saint-Alary fait un très gros effort pour accélérer le transport de la canne aux moulins, avec la création d'un réseau étendu de chemin de fer ; encore inexistant en 1879<sup>49</sup>, celui-ci atteint les 25 km en 1902<sup>50</sup>.

A ce qui précède se limite pratiquement tout ce que nous savons de l'histoire de Gardel dans les dernières années de la gestion d'Evremond II.

### **Evremond III (de) Saint-Alary, de l'investissement au désengagement (1902-1920)**

Evremond II (de) Saint-Alary meurt sans enfants à Paris le 24 avril 1901<sup>51</sup>. Ses deux seuls héritiers sont les enfants de son frère Armand, décédé en 1883, Eugène-Evremond, troisième de ce prénom, né en 1868, et Amélie-Joséphine, épouse Roederer. La liquidation de la succession et le rachat de la part de sa sœur semblent rondement menés, puisque, un an seulement après, Evremond III est déjà seul propriétaire de Gardel et de son domaine. A côté, il est également administrateur de la Compagnie

---

45 Souques à Beauport et Darboussier, les Duchassaing de Fontbressin à Zévallos et Duchassaing, Rancogne à Clugny, les de Chazelles à Marly, Brumant et Beauperthuy à Duval ...

46 Statuts de la société anonyme des Sucreries du Moule, sur laquelle nous reviendrons *infra*.

47 *Ibid*, id°.

48 Dans la décennie 1900, le ratio est de 12 % à Beauport, 23 % à Darboussier, 27 % à Blanchet, 28 % à Sainte-Marthe.

49 *Conseil Général*, session extraordinaire de février 1879, p. 91, où sont énumérées toutes les usines possédant des voies ferrées et la longueur de celles-ci ; Gardel n'y figure pas.

50 Statuts de la SA des Sucreries du Moule.

51 Sauf indication contraire, tous les développements qui suivent concernant l'histoire de Gardel et de son propriétaire au cours de l'année 1902 s'appuient sur les diverses pièces relatives à la constitution de la Société anonyme des Sucreries du Moule, par acte du notaire Dufour, à Paris, 14 juin 1902, et publiées en Guadeloupe dans *Courrier de la Gpe*, 2 septembre 1902. Elles sont reproduites également en double original dans ANOM, Notariat Guadeloupe, minutes L. Graëve, 31 janvier 1903 ; c'est à ce dernier document que nous nous référons ici.

marseillaise de sucrerie coloniale (Blanchet), où il succède à son père comme l'un des principaux actionnaires, mais dans laquelle il n'exerce aucune responsabilité de gestion.

Bien qu'il soit né à Marseille et demeure à Neuilly, ni la Guadeloupe ni Gardel ne lui sont inconnues. Il est amené à s'occuper de l'usine familiale à partir de la fin des années 1890, lorsque son oncle, âgé maintenant de plus de 70 ans, n'est plus capable de le faire lui-même. En tout cas, au début de 1901, deux mois seulement avant la mort de celui-ci, Evremond III est en Guadeloupe, en train de négocier le rachat d'habitations avec la banque locale<sup>52</sup>. Il y retourne dans le même but en décembre<sup>53</sup>, preuve qu'il a décidé de s'impliquer totalement dans l'entreprise et d'en développer l'activité. La mise en œuvre de cette stratégie s'opère en deux moments.

Modernisation et sécurisation juridiques, *tout d'abord*, pour mettre un terme au statut antérieur d'usine « privée » qui obligeait le propriétaire à répondre des dettes sur la totalité de son patrimoine, éventuellement même jusqu'à la ruine. En juin 1902, Evremond III fait apport de Gardel et de ses habitations à une SA des Sucreries du Moule, dont il est cofondateur avec son cousin Jules Deville fils et principal actionnaire. Le capital initial est de 1.200.000 F, représenté par 2.400 actions de 500 F chacune, dont 2.000 attribuées à Evremond III en rémunération de ses apports. Les 400 restant sont souscrites par dix actionnaires individuels, à raison de 20 à 60 chacun, qui semblent être soit des membres de la parentèle<sup>54</sup>, soit des relations d'affaires<sup>55</sup>. Ainsi, toute la partie métropolitaine de la fortune des Saint-Alary se trouve-t-elle désormais à l'abri des aléas futurs de l'exploitation de Gardel, surtout en ces temps de crise sucrière ; si l'usine coule, elle n'emportera pas tout le patrimoine familial avec elle.

Sur cette base, Evremond III se lance, *en second lieu*, dans une politique d'expansion, en proposant à la Banque de la Guadeloupe de reprendre la Société agricole de Sainte-Anne, dans laquelle les héritiers de Chazelles avaient regroupé leurs derniers actifs familiaux après l'incendie accidentel de l'usine Marly, en 1894, puis l'usine Duchassaing, propriété de la famille du même nom, à Moule (*Carte n° 1*). Depuis 1895, ces deux centres sont financièrement à l'agonie, les familles propriétaires n'ont plus un sou à y mettre et ne tiennent encore que grâce à la complaisance coupable de l'établissement de crédit qui les soutient au-delà de toute raison et de toute prudence, accumulant sur eux des créances énormes dont il est de plus en plus évident qu'elles ne seront jamais recouvrées. Finalement, à la fin de la campagne 1901 et de ses pertes monstrueuses, la Banque décide de mettre un terme à cette

---

52 ADG, 13J 26, séance du conseil d'administration n° 2941 du 26 février 1901.

53 *Ibid*, n° 3033, 20 décembre 1901.

54 Son beau-frère Pierre Roederer, son cousin Deville, tant en son nom propre que pour le compte de la maison de commerce marseillaise dont il est le gérant, et sa tante Cécile, veuve d'Armand de Saint-Alary.

55 La veuve Alexandre Jouin, commissionnaire à Paris, le banquier Maurice Hottinguer, et Henry de Chazelles, directeur des cultures de Gardel et bientôt directeur général du centre. Nous ne savons pas quels sont les liens avec les trois derniers souscripteurs, dont deux ingénieurs et un « propriétaire à Paris ».

dérive et fait exproprier ses débiteurs insolvables<sup>56</sup>. Pour Saint-Alary, les deux centres offrent d'intéressantes perspectives de croissance. Reprendre les habitations des de Chazelles permettrait d'étendre facilement vers Sainte-Anne l'aire de ramassage de Gardel (*Carte n° 2*). Déjà en 1895, après la destruction de l'usine, Evremond II avait profité de leurs difficultés pour racheter deux des habitations de leur domaine (Marly et Celcour) ; les cinq dernières (Sainte-Rose à Longpré sur le *tableau n° 1*) rassemblent 627 ha. Quant à Duchassaing, c'est une grosse usine, approvisionnée par neuf habitations réunissant près de 1.300 ha (Caillebot à la Baie sur le *tableau n° 1*), dont la production est très supérieure à celle de Gardel<sup>57</sup> ; il peut être intéressant de la maintenir en activité, voire même de la développer.

Les discussions débutent au commencement de 1901. Saint-Alary propose initialement 700.000 F pour la seule Duchassaing, mais la Banque tergiverse, en essayant de jouer la carte Pauvert, propriétaire de Sainte-Marthe et épouse d'une fille Duchassaing, qui manifeste de son côté des velléités de reprise<sup>58</sup>. La Banque ne poursuit pas la discussion et fait exploiter les deux centres sous séquestre pendant la campagne. A la fin de l'année, après avoir perdu beaucoup d'argent dans cette opération, elle fait mettre Marly et Duchassaing aux enchères, mais on est alors au plus profond de la crise et aucun enchérisseur ne se présente<sup>59</sup>. C'est alors qu'Evremond III réapparaît et, pour 200.000 F de moins (500.000 au lieu de 700.000), récupère deux centres (Duchassaing *et* Marly) au lieu d'un. Après avoir un peu « chipoté » sur les conditions de règlement et autres problèmes de moindre importance, la Banque, qui, de toutes façons, n'a guère le choix, doit bien accepter la proposition qui lui est faite<sup>60</sup>. Saint-Alary ayant agi pour le compte de la SA des Sucreries de Moule, en cours de constitution, c'est donc avec celle-ci que la Banque conclut la vente effective, en septembre 1902<sup>61</sup> ; en même temps, la société rachète les trois habitations Van Schalkwyck, Fonds d'Or et Leteil, à Moule, au Crédit foncier colonial, qui les avait faites exproprier en 1897<sup>62</sup>. Au total, après l'achat de Bois-David, en 1905, Saint-Alary possède un domaine foncier de près de 3.900 ha, réparti en trente habitations regroupées en trois centres (*Tableau n° 1 et carte n° 2*).

La SA des Sucreries du Moule est maintenant en ordre de marche. Evremond III en est le président du conseil d'administration et administrateur-délégué, mais, comme il réside à Paris, la direction générale des exploitations est confiée sur place à Henri de Chazelles<sup>63</sup>. La décision est pour le moins surprenante, si l'on songe que c'est ce même personnage

---

56 Sur tout ceci, Ch. Schnakenbourg, « La Banque de la Guadeloupe et la crise de change (1895-1904). Loi de l'Usine ou loi du marché ? », 2<sup>e</sup> partie, *Bull. Sté d'Hist. Gpe*, n° 104-105, 1995, p. 44-49 et 82.

57 En 1900, elle a produit 16.642 qx, ce qui la place au cinquième rang sur 15 usines ayant fait la campagne, contre 10.994 pour Gardel.

58 ADG 13J 26, n<sup>os</sup> 2941 et 2945, 26 février et 8 mars 1901.

59 *Ibid*, n° 3032, 18 décembre 1901.

60 *Ibid*, n<sup>os</sup> 3033 et 3034, 20 et 24 décembre 1901.

61 ANOM, Notariat Guadeloupe, minutes L. Graëve, 19 septembre 1902.

62 *Ibid*, id<sup>o</sup>, autre minute du même jour.

63 *Ibid*, 6 février 1903.

qui avait achevé de conduire Marly à la ruine au cours des années précédentes.

La gestion de Gardel par Evremond III débute au pire moment. En 1901-02 et au cours des années suivantes, l'industrie sucrière est au fin fond de la crise, qui dure maintenant depuis vingt ans, toutes les usines sont en pertes, faillites et fermetures se multiplient à travers toute la Caraïbe. Nous ne connaissons pas ses résultats, mais la situation financière des Sucreries du Moule est mauvaise. Gardel n'a pas de dettes au moment de la fondation, mais, à côté, la société doit reprendre une partie de celles laissées par les anciens propriétaires de Marly et Duchassaing<sup>64</sup> ; en outre, elle est débitrice envers la Banque de la Guadeloupe de la majeure partie du prix d'achat de ces deux centres, dont 200.000 F seulement ont été payés comptant et le reste doit l'être en cinq annuités de 60.000 F à compter de 1903. Malgré le soutien de la maison marseillaise Deville & Cie<sup>65</sup>, la SASM a de plus en plus de mal à faire face à ses échéances. En 1906, elle est menacée d'être mise sous séquestre par la Banque<sup>66</sup>, envers laquelle elle a une annuité de retard, outre un reliquat non remboursé du prêt sur récolte accordé à ses habitations, peu important certes (6,6 % seulement du total), mais pour lequel l'établissement de crédit lui met, comme sur tous les usiniers, une très forte pression<sup>67</sup>. La trésorerie est complètement à sec ; il y a un mois de retard sur les salaires. La société paie ici les conséquences des erreurs d'Evremond III au moment de la fondation ; non seulement son investissement dans Marly et Duchassaing est effectué complètement à contre-conjoncture, au moment où les cours du sucre sont en train de s'effondrer, mais plus grave encore, il persévère dans l'erreur en maintenant Duchassaing en activité, alors qu'il n'en résulte aucune effet de synergie ni aucune économie d'échelle avec Gardel. On ne peut trouver à cette décision aucune explication raisonnable.

La situation n'est pas seulement difficile pour les usiniers en général et Saint-Alary en particulier, elle est surtout dramatique pour ceux qu'ils emploient. La population rurale du pays sucrier est ravagée par la crise. Le chômage bondit ; le nombre de travailleurs dans la canne tombe de 53.000 en 1882 à 29.000 vingt ans plus tard. Les salaires s'effondrent, passant, dans le même temps, de 2 F – 2,20 F par jour à 0,80 F – 1 F. En outre, à partir de 1902, pour serrer encore davantage les coûts, les usines imposent à leurs travailleurs le remplacement du salaire à la journée par le salaire « à la tâche »<sup>68</sup>, un système qui donne lieu aux pires abus, parce que les tâches, fixées unilatéralement par l'employeur, sont si lourdes

---

64 Statuts de la SASM.

65 Qui lui ouvre dès la fondation un crédit permanent de 300.000 F ; mais deux ans plus tard, elle exige de la société une inscription hypothécaire de même montant, preuve de la détérioration de la situation ; ANOM, Notariat Guadeloupe, minutes L. Graëve, 3 juin 1904.

66 ADG, 13J 30, n° 3583 et 3584, 30 mai et 1<sup>er</sup> juin 1906 ; *Courrier de la Gpe*, 1<sup>er</sup> juin 1906.

67 Sur la politique extrêmement « musclée » de la banque envers les usiniers dans les premières années du siècle, Ch. Schnakenbourg, *Crise de change*, 2<sup>e</sup> partie, p. 75-89. A la fin de la campagne 1906, elle fait mettre sept usines sous séquestre pour les obliger à solder en totalité leur prêt sur récolte.

68 Le montant du salaire n'est plus fixé en fonction du nombre d'heures effectuées, mais pour une certaine quantité de travail : telle superficie à labourer, tant de rangs de canne à sarcler, tant de kg à couper, etc.

qu'elles ne peuvent être effectuées en une journée ; sur certains centres, la rémunération des ouvriers agricoles peut alors tomber à 0,60 F en équivalent de gain journalier. A tout ceci vient s'ajouter la baisse du prix de la canne, qui diminue en même temps que celui du sucre, un mouvement que les usines amplifient encore pour la matière première qu'elles achètent aux petits planteurs ; à partir de 1901, ce prix est si bas, que, même pour eux, il ne couvre plus les coûts. Salaires et prix de la canne augmentent ensuite légèrement à partir de 1904, en conséquence des accords conclus entre le Syndicat des fabricants de sucre et le leader socialiste Hégésippe Légitimus, mais, jusqu'en 1910, demeurent néanmoins insuffisants pour permettre aux masses rurales une vie décente. Une atroce misère frappe la population du pays sucrier ; en 1898, le député Gerville-Réache ayant demandé à un groupe de travailleurs agricoles « comment ils faisaient pour vivre par suite de l'abaissement du salaire et de l'élévation du coût de la vie », s'entend répondre « *Nous avons dû supprimer un repas par jour pour vivre* »<sup>69</sup>.

Nous ne savons absolument rien sur la gestion du personnel de Gardel, mais il n'y a aucune raison de supposer qu'elle soit très sensiblement différente de celles des autres usines. En 1910, la responsabilité de Saint-Alary et, plus largement, des usiniers métropolitains est très sévèrement mise en cause par « un ancien industriel » créole, cité par le conseiller Salinière dans son rapport au gouverneur sur la crise que vient de connaître la Guadeloupe : « La responsabilité du mécontentement actuel remonte à la direction des établissements du Crédit foncier<sup>70</sup>, de la *société anonyme des Sucrieries du Moule*<sup>71</sup> et de la Compagnie sucrière de Darboussier » (la SIAPAP depuis 1907)<sup>72</sup>. Et effectivement, après avoir longtemps et beaucoup pris sur eux et supporté sans broncher la dégradation de leurs conditions de travail et de rémunération, les travailleurs de la canne et du sucre explosent dans les premières années du XX<sup>e</sup> siècle.

La première grande vague de mécontentement populaire se situe en 1902. Refus de livraisons des cannes et arrêts de travail s'étendent à toute la Grande-Terre, l'usine Blanchet est envahie, les incendies de champs de canne se multiplient. Sur les habitations de Gardel, Monplaisir et Celcour sont touchées le 24 septembre, Sainte-Catherine le 31 octobre, l'Ecluse et Nord-Ouest le 3 novembre ; « la baisse générale des salaires ... mécontente tout le monde » observe l'administrateur de Monplaisir ; « depuis cette baisse les ateliers sont déserts ... Ces multiples incendies

---

69 Sur tout ce qui précède, J. Adélaïde-Merlande, « Troubles sociaux en Guadeloupe à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> siècle », *Cahiers du CERAG*, n° 31, 1975, p. 1-17 ; Ch. Schnakenbourg, *Fluctuations et dépendance*, p. 73-79.

70 Le Crédit foncier colonial, qui exploite alors les deux usines de Bonne-Mère et Marquisat, expropriées par lui mais pour lesquelles il n'a pas trouvé d'acheteurs.

71 Souligné par nous.

72 *Origines et causes du mouvement gréviste du mois de février 1910. Les petits planteurs (réclamations et incidents divers)*, Basse-Terre, Impr. du Gouvernement, 1910, p. 84 ; rapport demandé par le gouverneur au conseiller à la Cour d'appel A. Salinière. Après ce jugement lapidaire, le témoin cité par Salinière poursuit : « Le mouvement gréviste peut être attaché aux causes suivantes. Excès d'économies, diminution des salaires, accroissement des tâches, diminution des appointements des employés ... L'état-major des sociétés industrielles qui exploitent les usines locales est largement rétribué, et en France et dans la colonie. Il est intéressé dans les bénéfices, d'où tendance à augmenter le plus possible les dividendes ».

sont l'œuvre criminelle ... d'une véritable coalition »<sup>73</sup>. L'agitation s'étend sur pratiquement toute l'année, mais, très largement spontané et inorganisé, ce mouvement ne débouche sur rien ; contraints et forcés, planteurs et ouvriers agricoles doivent bien, finalement, accepter les prix et les salaires qui leur sont imposés.

Il en va, par contre, tout différemment lors du grand mouvement de 1910. L'impatience monte dans tout le pays sucrier de la Grande-Terre. La crise est terminée, le prix du sucre est reparti à la hausse (+ 30 % depuis 1906), les bénéfiques réapparaissent, la situation financière des usines s'améliore ; la SA des Sucreries du Moule se libère ainsi du solde du prix d'achat de Marly et Duchassaing à la Banque de la Guadeloupe<sup>74</sup>. Pourtant, les conditions de travail et de rémunération des ouvriers agricoles ne profitent guère de ce retournement de la conjoncture ; les tâches sont toujours aussi lourdes, les salaires toujours aussi bas, et le prix de la canne ne suit que lentement et tardivement la remontée de celui du sucre<sup>75</sup>. Ils ne voient rien venir<sup>76</sup> ; il en résulte à la fois un profond découragement et une exaspération croissante<sup>77</sup>.

La grève éclate le 15 février 1910 sur une habitation de Darboussier aux Abymes. Elle est générale sur tous les centres de la Grande-Terre le 21, puis s'étend à la région de Capesterre et à Marie-Galante dans les derniers jours du mois. Des incidents plus ou moins sérieux se produisent sur quelques usines, à Beauport, Blanchet, Courcelles, Gentilly, Marquisat, les Mineurs. Le plus grave de tous survient le 22 février à Sainte-Marthe, où un peloton de gendarmerie tire sur les grévistes, faisant trois morts et six blessés. Le conflit s'achève officiellement avec deux accords, l'un du 22 février, qui augmente les salaires entre la moitié et les deux tiers selon les qualifications et la nature des tâches, l'autre du 5 mars, qui relève le prix de la canne de l'ordre des 10 % à 15 %. Mais le mécontentement demeure, en raison du maintien du salaire à la tâche et de l'insuffisante revalorisation du prix de la canne ; incidents et « queues de grève » se poursuivent jusqu'à la fin du mois de mars<sup>78</sup>.

Les répercussions du conflit à Gardel sont contrastées selon qu'il s'agisse de l'usine ou de son propriétaire. La grève sur les habitations et à

---

73 Sur tout ce qui concerne le mouvement de 1902 en général, voir J. Adélaïde-Merlande, *Troubles sociaux*, p. 18-28, et *Rapport Salinière*, p. 3-38 ; les développements sur Gardel se trouvent p. 31-32.

74 ADG, 13J 32, n° 3956, 22 novembre 1910.

75 Voir les nombreux témoignages sur les « conditions du travail agricole avant la grève » (de 1910) reproduits dans le *Rapport Salinière*, p. 42-79.

76 *Ibid*, p. 81 : « On lui avait dit (à l'ouvrier agricole) : si la position est misérable, c'est à cause de la mévente des sucres. Il pensa que c'était le moment de l'améliorer, puisqu'on traversait un cycle favorable. Le fléchissement des prix du sucre avait produit ... le fléchissement des salaires. Il crut que la hausse ... devait ... entraîner la hausse de la rétribution du travail. La résistance de l'Usine à toute amélioration matérielle lui parut abusive et arrogante ».

77 Ainsi à Gardel, l'inspecteur agricole se plaint que les sarclages ne sont pas faits, ou que les ateliers ne respectent plus les horaires fixés par la direction ; sur l'habitation l'Ecluse, « à une observation du peseur » (dont la nature n'est pas indiquée), un petit planteur répond : « Ce n'est plus comme autrefois où nous subissions tout. Nous vous forcerons à prendre nos cannes » ; *ibid*, p. 62.

78 Tout ce qui précède n'est qu'un très bref résumé de l'excellente étude consacrée à ce conflit par J. Adélaïde-Merlande, *Troubles sociaux*, p. 40-114.



la fabrication dure environ une semaine. En dehors du pillage de 200 sacs de sucre emportés par les grévistes, les dégâts sont insignifiants ; il n’y a apparemment ni déprédations au matériel industriel, ni incendie de champs de canne<sup>79</sup>. Par contre, Evremond III de Saint-Alary connaît alors des moments plus agités. Quand éclate la grève, il se trouve en Guadeloupe en sa double qualité d’administrateur-délégué des Sucreries du Moule et d’administrateur de la Compagnie marseillaise. Selon des témoins rencontrés ultérieurement par J. Adélaïde-Merlande, il semble particulièrement détesté, en raison de son comportement jugé « aristocratique » ; mais on peut faire aussi l’hypothèse que, seul usinier des deux communes de Moule et Morne-à-l’Eau, il est la personnification même de l’Usine dans la région, « et comme tel (jugé) responsable des difficultés des petits planteurs et des coupeurs de canne ». Le 22 février, il est séquestré toute la matinée dans son bureau de Blanchet, devant laquelle sont massés 1.800 grévistes ; il ne subit aucune violence, mais doit accepter le même relèvement des salaires décidé le même jour à Darboussier. Rien de tel à Gardel, mais sa maison personnelle, située à proximité de l’usine, est mise à sac sans toutefois être pillée, comme s’il s’agissait d’une « expédition punitive »<sup>80</sup>. Il n’est pas surprenant que, deux ans plus tard, lorsqu’éclate un nouveau conflit salarial, Saint-Alary se montre particulièrement dur avec les grévistes, refusant longtemps et obstinément toute concession<sup>81</sup>. Il considère certainement qu’il a une revanche à prendre.

Le conflit de 1910 n’interrompt que très provisoirement le redressement de l’industrie sucrière guadeloupéenne en général et de Gardel en particulier. Les cours du sucre et sa production se stabilisent à des niveaux élevés, et un nouveau facteur de croissance fait sentir ses effets, l’augmentation extrêmement rapide de la demande métropolitaine de rhum<sup>82</sup> ; conséquence, les bénéfices et les investissements repartent à la hausse. Une distillerie est installée en 1907 ou 1908<sup>83</sup> ; en 1912, Duchassaing, maintenue en fonctionnement jusqu’alors, est fermée et toute la fabrication concentrée sur Gardel, dont la production passe alors de 19.000 à 30.000 qx en 1914.

Cette dernière campagne étant achevée au moment de la déclaration de guerre (3 août), elle n’est pas encore impactée par les conséquences du conflit. Nous ne savons malheureusement *rien* de l’histoire de Gardel pendant celui-ci, à l’exception remarquable de l’effondrement de sa production de sucre, qui tombe de 30.000 qx en 1914 à 4.000 quatre ans plus tard. C’est là un phénomène général qui touche pratiquement toutes les

---

79 *Ibid*, p. 94. Gardel n’est pas citée parmi les centres ayant connu des dégâts industriels ou agricoles importants.

80 *Ibid*, p. 52 et 97.

81 En 1911, les usiniers, qui estiment que l’accord salarial de l’année précédente leur a été extorqué par la violence, imposent à leurs salariés une baisse d’environ 25 % de leurs rémunérations ; mais l’année suivante, les travailleurs agricoles obligent les employeurs à répercuter sur leurs salaires la forte hausse des cours du sucre et à revenir aux taux de 1910 ; Ph. Cherdieu, *La vie politique en Guadeloupe : l’affrontement Boisneuf-Légitimus (1898-1914)*, thèse de Sc. Politiques, IEP Paris, 1981, t. II, p. 584-591.

82 Ch. Schnakenbourg, *Fluctuations et dépendance*, p. 108-111. Les exportations de rhum passent de 32.000 hl en 1905 à 95.000 en 1913.

83 Cette création est connue indirectement par l’annonce qui en est faite lors de l’AG des actionnaires de Blanchet du 19 décembre 1908 ; Ch. Schnakenbourg, *Compagnie marseillaise*, p. 43, note 232.

usines<sup>84</sup>, mais Gardel bat tous les records à cet égard ; la baisse y est de 87 %, contre 27 % pour l'ensemble de la Guadeloupe, 46 % à Grande-Anse, 34 % à Beauport et Courcelles, 33 % à Darboussier, 22 % à Blanchet, 20 % à Bonne-Mère ...<sup>85</sup>.

Cette évolution est directement la conséquence de la guerre. L'armée a besoin de quantités considérables d'alcools pour la fabrication des poudres et explosifs, mais les régions betteravières du Nord et de la Picardie, traditionnellement ses plus gros fournisseurs, sont envahies ou situées dans la zone des combats, et seules les colonies peuvent fournir la matière première indispensable. Il se produit alors un formidable « boom » du rhum. Les cours, dopés par la spéculation, laissent aux producteurs une considérable marge bénéficiaire, les distilleries se multiplient (de 41 en 1913 à 68 en 1920), les exportations s'envolent, passant de 95.000 à 195.000 hl entre 1913 et 1919. Mais en contrepartie de leur implication croissante dans le rhum, les usines négligent de plus en plus leur production de sucre ; elles ne fabriquent plus que du sucre « premier jet », afin de conserver davantage de mélasses à distiller, et surtout elles développent leur production de rhum à partir de la distillation directe du vesou. Cette période est, pour les sucreries antillaise et réunionnaises celle de profits fabuleux<sup>86</sup>

Nous ne savons pas comment évoluent la production de rhum et les résultats de Gardel, mais nul doute que, comme principal actionnaire des Sucreries du Moule et l'un des principaux de la Compagnie marseillaise, Evremond III accumule pendant la guerre une véritable fortune. Elle va lui permettre de se désengager de l'industrie sucrière guadeloupéenne pour se consacrer désormais pleinement à sa véritable passion : l'hippisme. Dès 1893, il fait l'acquisition à Deauville d'un yearling<sup>87</sup> avec lequel il va gagner 17 courses, dont le prestigieux prix du Jockey Club en 1895. Il a, semble-t-il, un vrai flair pour dénicher les futurs champions ; ses chevaux gagnent deux fois le prix de l'Arc de Triomphe, en 1920 et 1935<sup>88</sup>. Nous ne savons pas quand est prise la décision de céder ses activités coloniales, mais l'exécution en est rondement menée. Le moment est bien choisi ; les cours du sucre et surtout du rhum sont au plus haut, et un gestionnaire prudent d'industrie comme lui ne peut pas ne pas prévoir que, avec le retour de la paix, le mouvement va forcément s'inverser. En 1919, il revend le centre Duchassaing à la Compagnie marseillaise<sup>89</sup>, puis, l'année suivante, Gardel et le centre Marly à Eugène Graëve<sup>90</sup>, et il disparaît ensuite définitivement de l'actionnariat des deux sociétés. Il meurt en 1941.

Ainsi s'achèvent près de deux siècles d'implication de la famille Saint-Alary dans l'histoire économique de la Guadeloupe.

---

84 A l'exception de Marquisat, la Retraite et Sainte-Marthe, dont, nous ne savons pourquoi, la production augmente pendant la guerre.

85 Sources : ANOM, Fonds ministériel, Gua. 222/1374, pour 1914 ; et 1 Aff. Eco. 62/5, pour 1918.

86 Ch. Schnakenbourg, *Fluctuations et dépendance*, p. 116-124.

87 Un poulain d'un an.

88 Sur tout ceci, notice « Evremond de Saint-Alary », publiée en ligne sur *Wikipédia*.

89 ADG, 4Q, hyp. PAP, transcriptions, vol. 696, n° 32 ; voir *tableau n° 1*.

90 *Ibid*, vol. 708, n° 51.

AUBERY (1920-1928-1968)

### **L'intermède Graëve et la reprise de Gardel par Armand Aubéry (1920-1928)**

Quand il reprend Gardel, Eugène Graëve bénéficie déjà d'une expérience non négligeable en matière de gestion des usines sucrières en Guadeloupe. Né en 1878, il est un petit-fils Dubos, la grande famille d'usinières de Sainte-Anne, propriétaire de Courcelles et Gentilly. Héritier pour un douzième des deux établissements, il rachète progressivement les droits de ses cohéritiers entre 1914 et 1920. Après avoir repris Gardel, il arrête Gentilly, puis, en 1922, achète l'ancienne usine Zévallos, fermée en 1907, sur laquelle a été installée une grosse distillerie pendant la guerre. Enfin, en 1925, il regroupe les trois centres, s'étendant sur 3.400 ha (*tableau n° 1*), au sein de sa SA sucrière de l'Usine Gardel dont il est l'actionnaire dominant<sup>91</sup>.

On observe que Courcelles est laissée en dehors du périmètre de ce regroupement. Sans doute est-ce par prudence. En 1925, la situation de Graëve est délicate. Quand il avait acheté Gardel, cinq ans plus tôt, on était au plus haut du cycle du rhum, mais, l'année suivante, la conjoncture se retourne et les cours s'effondrent, entraînant la faillite de nombreux distillateurs<sup>92</sup>. C'est sans doute en cette occasion que Graëve est amené à reprendre Zévallos, mais en même temps il est clair que cette crise l'a plongé dans des difficultés qu'il ne parvient pas à surmonter. Alors que, à partir de 1923, toutes les usines de la Guadeloupe entrent de nouveau dans une phase de croissance extrêmement rapide de leurs profits<sup>93</sup>, il ne peut pas payer à Saint-Alary le prix d'achat de Gardel. En 1926, ce dernier le fait exproprier, et le centre est adjugé à la Banque française et espagnole, un établissement parisien créancier de Graëve pour la plus grosse partie du prix<sup>94</sup>.

Il semble que cette banque ait eu quelques difficultés à trouver un acquéreur. Elle doit assumer l'exploitation du centre pendant les deux campagnes 1927 et 1928, mais en y mettant un minimum d'argent. Conséquence : alors que la production est au plus haut dans les autres usines, on assiste au contraire à une chute des deux tiers de celle de Gardel entre 1926 et 1928, accompagnée probablement d'une détérioration de l'état et de la valeur des actifs faute d'entretien suffisant. C'est seulement à la fin de 1928 qu'une solution pérenne est trouvée, avec le rachat du centre par le Blanc-créole martiniquais Armand Aubéry<sup>95</sup>. Quant à Graëve, qui conserve pour quelques temps encore la propriété de Courcelles<sup>96</sup>, il se lance alors dans une carrière politique, qui le fera député de la Guadeloupe de 1928 à 1936 ; il décède en 1958<sup>97</sup>.

---

91 Histoire de propriété dans *ibid*, vol. 742, n° 24.

92 Ch. Schnakenbourg, *Fluctuations et dépendance*, p. 128-132.

93 *Ibid*, p. 140-147.

94 ADG, 4Q, hyp. PAP, transcriptions, vol. 756, n° 10.

95 Et non pas « André » comme nous l'a fait écrire un regrettable lapsus, dans *Fluctuations et dépendance*, p. 151.

96 Il y fera faillite en 1932.

97 Voir la notice qui lui est consacrée dans J. Jolly (dir.), *Dictionnaire des parlementaires français de 1889 à 1940*, Paris, Assemblée Nationale, PUF, 1960, t. V, p. 1871-1872. Il est également maire de Sainte-Anne de 1925 à 1935.

### Les difficultés de Gardel à l'époque des crises (1928-1945)

Comme toutes les usines de la Guadeloupe, Gardel doit affronter, dans les décennies 1930 et 1940, une série pratiquement ininterrompue de crises climatiques, politiques, sociales et économiques. Deux frères Aubéry assument successivement la direction de l'usine au cours de cette période, Armand (né en 1903) jusqu'à son décès, en 1940, et Amédée (1917-2005), ensuite.

Originaires de la région de Marseille, les Aubéry s'installent à la Martinique au début du XIX<sup>e</sup> siècle, d'abord dans le négoce, puis dans la propriété foncière après l'abolition de l'esclavage<sup>98</sup>. A partir de la première Guerre mondiale, ils commencent à s'implanter dans l'industrie sucrière. Gaston Aubéry, le père du futur propriétaire de Gardel est qualifié d'« administrateur d'usine » à son décès, en 1918 ; son cousin Eugène, le tristement célèbre protagoniste de l'« affaire André Alier », s'empare de Lareinty, la principale usine de la Martinique, en 1924<sup>99</sup>, tandis qu'un autre cousin, André, lui-même frère du précédent, s'installe trois ans plus tard en Guadeloupe, où il reprend Comté de Lohéac, à Sainte-Rose. Dans l'entre-deux-guerres, les Aubéry forment, conjointement avec les Hayot et les Huyghes-Despointes, le groupe de ce qu'il est convenu d'appeler alors à la Martinique « les trois familles » blanches-créoles, qui règnent en maîtres sur l'économie locale<sup>100</sup>. A noter toutefois que, sur le plan économique en général et sucrier en particulier, les Aubéry de Guadeloupe s'autonomisent assez rapidement par rapport au reste de la famille demeurée dans l'île voisine.

La gestion d'Armand à Gardel débute de façon catastrophique. Le 12 septembre 1928, la Guadeloupe est ravagée par un des cyclones les plus destructeurs de son histoire : 1.500 morts, 15.000 blessés, plusieurs bourgs détruits, un total de dégâts représentant près de trois années d'exportations à leur valeur de 1927. L'industrie sucrière est tout particulièrement frappée. Toutes les plantations sont arrachées, toutes les usines plus ou moins gravement endommagées, la production totale de l'Archipel en 1929 diminue de 94 % par rapport à celle de 1928 (2.300 tonnes contre 34.000) ; elle remonte légèrement en 1930 (26.900 tonnes), mais c'est pour mieux retomber l'année suivante (18.800 tonnes) en raison de l'épouvantable

---

98 Sauf exception dûment signalée, tout ce qui concerne la généalogie et l'historique de la famille Aubéry provient de *Généalogie et histoire de la Caraïbe* (Philippe et Bernadette Rossignol), du site internet *Geneanet.org*, ainsi que des plaques tombales du caveau familial dans le cimetière du Moule, aimablement photographiées pour nous par Michel Narayaninsamy. Nous leur adressons ici nos vifs remerciements pour leur aide dans l'accès à des sources qui ne nous étaient pas familières. Sauf exception, ces références ne seront plus rappelées par la suite.

99 A la suite d'une série d'opérations à la régularité douteuse, Eugène Aubéry se retrouve, directement ou par l'intermédiaire de son épouse, une demoiselle Hayot, contrôlaire de Lareinty. En 1926, on découvre que cette prise de contrôle s'est accompagnée d'une énorme fraude fiscale, à laquelle se mêlent de fortes présomptions de corruption de fonctionnaires et de trafic d'influence. L'affaire s'étend sur six années à l'issue desquelles Aubéry sort complètement blanchi judiciairement de toutes les accusations portées contre lui. En juillet 1933, le journaliste communiste André Alier révèle publiquement le scandale ; il est assassiné six mois plus tard. L'enquête conduit à des hommes de main d'Aubéry, mais ils sont acquittés et leur patron n'est même pas mis en cause ; A. Nicolas, *Histoire de la Martinique*, t. 2, *De 1848 à 1939*, Paris, L'Harmattan, 2011, p. 220-229.

100 E. Revert, *La Martinique. Etude géographique*, Paris, Nouvelles Ed. Latines, 1949, p. 394.

sécheresse de l'intercampagne 1930. Après cela, les usines sont exsangues financièrement. En 1930, elles parviennent à redémarrer grâce à des prêts à taux préférentiel du Crédit national, mais la conjoncture de l'année suivante est si mauvaise<sup>101</sup> que, deux ans plus tard, certaines d'entre elles ne sont même pas capable de payer les intérêts<sup>102</sup>. Un rapport de la Banque de la Guadeloupe de 1932 note que, sauf pour six d'entre elles, dont Gardel ne fait pas partie, « il n'est pas exagéré de prétendre que toutes les autres sont virtuellement en état de faillite<sup>103</sup> ».

Gardel aussi subit très lourdement les conséquences du cyclone puis de la sécheresse. Sa production chute de 95 % en 1929, puis de nouveau de 90 % en 1931 (*Voir annexe*). Un prêt très important du Crédit national lui permet de poursuivre son activité<sup>104</sup>, mais dans une situation de grande fragilité financière ; en 1931, des bruits de fermeture circulent à son sujet<sup>105</sup>. Deux ans plus tard, Aubéry, qui est lourdement endetté auprès de la Banque de la Guadeloupe, n'a pas les moyens de prendre les cannes des petits planteurs et limite sa fabrication à celles de ses habitations et des colons partiaires<sup>106</sup>. Comme, au même moment, Blanchet et Courcelles, tombées en faillite, ne roulent pas, il s'en suit une intense agitation dans tout l'est de la Grande-Terre. En fait, tout ceci ne constitue qu'une manifestation parmi beaucoup d'autres (chômage, baisse des salaires, sous-nutrition, état sanitaire catastrophique) de la grande misère qui frappe alors la région et, plus largement, l'ensemble du pays sucrier de la Guadeloupe<sup>107</sup>. Les quelques grèves sporadiques qui éclatent au début des campagnes 1934 et 1935, notamment à Gardel, ne donnent rien. Entre une nouvelle sécheresse qui frappe alors la Grande-Terre et l'accentuation de la baisse des prix du sucre et de la canne, on est au fond de la crise.

On s'explique mal, dans ces conditions, que, en 1933, Aubéry reprenne (avec quel argent ?) l'usine voisine de Courcelles après la faillite d'Eugène Graëve, son précédent propriétaire<sup>108</sup>. Ce n'est certainement pas pour écarter d'éventuelles concurrences sur les cannes du domaine, car il y en a alors pléthore en Grande-Terre et les planteurs ne trouvent pas à vendre toutes celles qu'ils produisent. Plus surprenant encore est son choix d'en continuer l'exploitation industrielle, alors qu'il s'agit d'une petite usine (sa production se situe au onzième rang sur les quatorze que compte alors la Guadeloupe) et que, compte tenu des difficultés qu'elle a connues depuis l'époque de Graëve, elle n'est sans doute pas en très bon état. Courcelles demeurera dans la famille Aubéry jusqu'en 1949, date à

---

101 Non seulement en raison des conséquences du cyclone et de la sécheresse, mais également parce que le prix du sucre commence à diminuer avec le début de la crise économique mondiale déclenchée en 1929-30.

102 ADG, Cabinet du gouverneur, s. c. 6279, d. 7.

103 ADG, Cabinet, s. c. 6279, d. 17.

104 Trois millions sur un total de 22 MF accordés par cet organisme public à l'ensemble des usines guadeloupéennes ; c'est le second plus important prêt individuel reçu dans la colonie après le cyclone ; *ibid*, dossier 7.

105 P. V. des séances du *Conseil Général*, 1<sup>ère</sup> session ordinaire de mai 1931, p. 36, intervention Dain.

106 ADG, Cabinet, s. c. 6279, d. 17.

107 Ch. Schnakenbourg, *Fluctuations et dépendance*, p. 180-190.

108 ADG, Cabinet, s. c. 6279, d. 17.

laquelle elle est revendue à André Bon, le propriétaire de Grande-Anse Marie-Galante.

Le fond de la crise est atteint en 1935. A partir de l'année suivante, l'économie mondiale repart dans une vigoureuse croissance dont profite également la Guadeloupe ; de 1935 à 1940, la production sucrière coloniale augmente de 53 %. A Gardel, Aubéry met en œuvre, comme tous les usiniers, une politique de modernisation et d'extension de capacité, qui aboutit à un quasi-doublement de sa production et le fait passer du cinquième au quatrième rang dans le classement des usines. Jusqu'à la guerre, l'industrie sucrière connaît alors une remarquable prospérité. On ne saurait par contre, en dire autant de ses salariés. Toute cette seconde moitié des années 1930 est marquée par une intense agitation sociale, les travailleurs de la canne exigeant de bénéficier eux aussi de la reprise et de l'augmentation des profits des sociétés sucrières. Comme toutes les usines de la Guadeloupe, Gardel et Courcelles sont touchées, elles aussi, par les grandes grèves de 1936 et 1937<sup>109</sup>, mais nous ne savons pas selon quelles modalités, avec quelle ampleur ni pendant quelle durée. D'une façon générale, ces conflits se terminent par d'importantes augmentations de salaires nominaux dans le secteur sucrier, mais elles sont très largement rongées par l'inflation ; le gain réel de pouvoir d'achat est beaucoup plus limité.

Armand Aubéry meurt en 1940, laissant derrière lui trois enfants mineurs, deux sœurs jumelles nées en 1934 et un garçon, Jean-Claude, venu au monde l'année suivante. La succession ne pouvant être réglée avant leur majorité, le patrimoine familial demeure donc en indivision et les deux centres de Gardel et Courcelles sont désormais exploités sous la raison sociale de « Succession Armand Aubéry ». La direction générale est assurée par Amédée Aubéry, son frère cadet né en 1917. Rentré de métropole peu de temps auparavant après des études de droit, il avait déjà commencé à travailler à Gardel avec son aîné ; sans doute est-il un peu jeune (23 ans) pour prendre la tête d'une affaire de cette taille<sup>110</sup>, mais, outre sa formation supérieure<sup>111</sup> et la petite expérience qu'il avait déjà acquise auprès de son frère, sa désignation permet également de maintenir les deux usines sous le contrôle du cercle familial étroit.

Comme son frère douze ans plus tôt, Amédée prend la direction de Gardel à un très mauvais moment. C'est le *tan Sorin*, du nom du gouverneur rallié à Vichy, qui met en place un régime à l'image de celui instauré au même moment par le maréchal Pétain en métropole : autoritaire, réactionnaire et raciste, appuyé sur une répression « musclée », voire même sanglante (massacre de Basse-Terre du 2 mai 1943). Économiquement, c'est une période de plus en plus difficile, en raison de la raréfaction des relations avec la France jusqu'en 1941, puis leur cessation

---

109 *Ibid*, s. c. 6826, d. 2.

110 A la veille de la guerre, Gardel emploie en campagne une centaine d'ouvriers industriels et environ 1.500 salariés agricoles ; ANOM, Commission Guernut, carton 81, d. Guadeloupe, ch. Travail.

111 A une époque où l'on ne compte que quelques dizaines de jeunes Guadeloupéens faisant en même temps des études supérieures en France ; A. Abou, *L'école dans la Guadeloupe coloniale*, Paris, Ed. Caribéennes, 1988, p. 225-227.

l'année suivante, et enfin du blocus infligé par les Etats-Unis aux Antilles françaises au début de 1943. Une immense misère frappe alors la population ; la sous-alimentation puis la disette règnent, le niveau de vie s'effondre, la mortalité bondit. Les Antilles se rallient à la France Libre en juillet 1943, mais, malgré la reprise des relations avec les Etats-Unis, la situation ne s'améliore que très lentement et très insuffisamment jusqu'à la fin de la guerre. Naturellement, les usines aussi sont frappées par cette évolution. La fermeture progressive du commerce extérieur rend les approvisionnements (charbon, engrais, pièces de rechange...) de plus en plus aléatoires ; la productivité des équipements, mal entretenus, et des travailleurs, mal nourris, diminue ; les débouchés se réduisent puis disparaissent. La production s'effondre, reculant de plus de moitié entre 1940 et 1945 (de 61.000 à 28.000 tonnes)<sup>112</sup>. Nous ne savons absolument rien de l'histoire et de la gestion de Gardel pendant toute la décennie 1940, si ce n'est l'évolution de sa production, qui se déroule exactement selon les mêmes lignes que celles de l'ensemble de l'industrie sucrière guadeloupéenne (*Voir annexe*) ; on peut présumer qu'Amédée Aubéry se heurte aux mêmes problèmes et rencontre les mêmes difficultés que tous les autres usiniers de l'île. En 1945, l'économie guadeloupéenne est à l'arrêt.

### **Les grandes grèves de l'après-guerre et le massacre du 14 février 1952 à Moule**

Le redémarrage intervient immédiatement dès 1946 ; il est porté par la pénurie de sucre qui frappe alors la France et permet aux usines des DOM d'écouler à des prix extrêmement rémunérateurs leurs stocks forcés constitué pendant la guerre. Les investissements reprennent, le potentiel est reconstitué puis développé, le niveau de production de l'avant-guerre est rattrapé puis dépassé en cinq ans seulement<sup>113</sup>, les profits sont, selon des propos mêmes du rapport sur le II<sup>e</sup> Plan, « substantiels ». Pour les usines des DOM en général et de la Guadeloupe en particulier, la période comprise entre la fin de la guerre et le début des années 1950 est probablement la plus prospère de leur histoire<sup>114</sup>.

Malheureusement, les effets de cette prospérité ne sont pas équitablement répartis entre tous les acteurs de la filière canne-sucre, c'est le moins que l'on puisse dire. La population rurale crève de misère. La fin de la guerre ne se traduit pour elle par aucune amélioration des conditions et du niveau de vie. La pénurie et la sous-alimentation demeurent

---

112 Sur tout ce qui précède, E. Sempaire, *La Guadeloupe en tan Sorin, 1940-1943*, Paris, Pointe-à-Pitre, Fort-de-France, Edouard Kolodziej/EDCA, 1984, 189 p. ; Ch. Schnakenbourg, *Fluctuations et dépendance*, p. 214-221.

113 Ensemble de la Guadeloupe : 61.000 tonnes en 1940, 45.000 en 1946, 65.000 en 1950 ; à Gardel : 57.000 qx en 1940, 38.300 en 1946, 78.900 en 1950.

114 D'une façon générale, et jusqu'à la fin de ce paragraphe, pour tout ce qui concerne l'évolution économique d'ensemble de la Guadeloupe, et en particulier de son industrie sucrière, voir *Les Vingt glorieuses de la sucrerie guadeloupéenne (1946-1965)*, qui constitue le t. IV de notre *Histoire de l'industrie sucrière en Guadeloupe*, à paraître aux Editions L'Harmattan. On verra également l'excellente thèse de P. Milon, *L'Etat de l'industrie sucrière en Guadeloupe (1973-1988) : l'abandon de la politique industrielle*, thèse Sc. Economiques, Université de Paris X, 1990, 551 p. dact.

(c'est seulement en 1949 que le rationnement est supprimé), l'inflation galope (autour des 500 % de hausse des prix de 1946 à 1952), les salaires ne suivent que tardivement et incomplètement ; le SMIG<sup>115</sup> est mis en application en 1951 dans les DOM, mais avec des abattements de 12 à 17 % sur les taux métropolitains, alors que le niveau des prix est sensiblement plus élevé qu'en France. En 1954, le rapport sur le II<sup>e</sup> Plan dresse un constat accablant de la situation sociale en Guadeloupe : « le niveau de vie est bas, plus bas qu'avant la guerre, voisin de celui de 1946 » ; et plus loin, il n'hésite pas à employer le mot « misère » pour la caractériser. Il y a pourtant déjà huit ans que la départementalisation a été votée !

Dans ces conditions, il n'est pas surprenant que les grèves se multiplient. Pratiquement chaque année, le démarrage de la campagne sucrière est retardé en attendant qu'usinières et représentants des travailleurs, sous l'arbitrage du préfet, se soient accordés sur les salaires et le prix de la canne : quinze jours à trois semaines en 1945, douze jours en 1946, une dizaine en 1947, mais nous n'avons malheureusement aucune information sur la participation des ouvriers industriels et agricoles de Gardel à ces mouvements, qui se terminent, au mieux, par un rattrapage de leurs rémunérations sur l'inflation. En 1948, c'est une énorme explosion sociale, avec l'une des grèves les plus dures de l'histoire ouvrière de la Guadeloupe. La campagne ne démarre pas réellement avant fin mars, puis, brutalement, une grève générale éclate en juin sur tous les centres, qui s'étend jusqu'à fin août malgré une répression « musclée » et une intervention massive de la gendarmerie (qui ne fait toutefois aucun mort) ; au total, 45 à 50 jours d'arrêt et des pertes importantes de production. A Gardel, la grève s'étend sur 49 jours et 6 % de la production est perdue. Au moins les travailleurs ont-ils la satisfaction d'obtenir des augmentations de salaires qui, pour la seule fois entre 1946 et 1951, sont assez largement supérieures à l'inflation. Pratiquement pas de grèves en 1949 et 1951 ; la campagne 1950 est plus difficile : une dizaine d'usines sont touchées par des arrêts de travail plus ou moins prolongés, mais Gardel n'en fait apparemment pas partie<sup>116</sup>.

Le sommet de cette grande vague de conflictualité de l'après-guerre se situe en 1952<sup>117</sup>, et, cette fois, Gardel en est le point focal. La campagne débute très difficilement. Les négociations salariales sont bloquées. La grève démarre le 15 janvier à Marquisat et s'étend progressivement à pratiquement tout le pays sucrier, tandis que les incidents se multiplient, dont le plus grave survient le 8 février à Morne-à-l'Eau, où une véritable bataille rangée oppose les CRS à la population du bourg. Le 12 février, toutes les usines sont arrêtées, sauf Gardel, où Amédée Aubéry, qui a laissé dans la mémoire collective moulénienne le détestable souvenir d'un patron « de choc », n'a pas hésité à appeler les CRS pour empêcher la grève de démarrer. L'activité se poursuit donc sous la « protection » de la police, mais il y a tout de même 65 % de grévistes à l'usine et 100 à

---

115 Salaire minimum interprofessionnel garanti, instauré par la loi du 11 février 1950.

116 Sur tout ce qui précède, voir les dossiers des différentes campagnes conservés dans ADG, Préfecture, s. c. 288 (1946-49), s. c. 458 (1948), s. c. 410 (1951), s. c. 2074 (1950).

117 Sur tous les événements de la campagne 1952, il y a un gros dossier aux ADG, Préfecture, s. c. 385.



150 coupeurs seulement sur les habitations<sup>118</sup>. Pendant ce temps, au bourg du Moule, la situation est extrêmement tendue et ne cesse de s'aggraver. A partir du 11 février, en effet, et au cours des trois jours suivants, la ville est littéralement mise en état de siège par les CRS, officiellement pour « protéger la liberté du travail » à Gardel et empêcher la fermeture de force par les grévistes. Mais l'usine est à 6 km du bourg, et c'est de bien autre chose que de liberté du travail dont il s'agit<sup>119</sup>. Le 14 février en fin de matinée, alors que le premier adjoint au maire est parti à Gardel négocier la fermeture de l'usine afin d'éviter des incidents, les CRS, après une série de heurts avec la population, ouvrent le feu dans le centre du bourg, faisant quatre morts et quinze blessés graves. Ce massacre a pour conséquence de relancer le mouvement de grève. Elle est totale sur tous les centres pendant quatre à cinq jours, et jusqu'au 26 février à Gardel ; la reprise générale n'intervient pas avant début mars<sup>120</sup>.

### **Les « Vingt glorieuses » de Gardel (1946-1965)**

Les deux décennies qui suivent la fin de la guerre sont marquées par une croissance et une prospérité extraordinaires de l'industrie sucrière en Guadeloupe ; de 1946 à 1965, quand sont atteints leurs maxima historiques, le volume de cannes manipulées est multiplié par 3,5 (de 527.000 à 1.847.000 tonnes) et la production de sucre par plus de quatre (de 451.000 à 1.848.000 qx). La Guadeloupe est alors le huitième département sucrier de France (betterave + canne). Ce sont les « Vingt glorieuses » de la sucrerie guadeloupéenne<sup>121</sup>. Cette formidable croissance est le résultat de l'interaction de trois facteurs.

En premier lieu, l'évolution extrêmement favorable du marché du sucre, portée par une augmentation continue de la consommation française (24 kg/hab. en 1948, 40 en 1976, maximum historique). Jusqu'en 1952, les usines des DOM profitent pleinement de la pénurie qui règne alors en métropole. Puis, à partir de 1953, quand la sucrerie de betterave

---

118 Sur le démarrage de la grève à Gardel, ADG 7W 58, Sous-préfecture de PAP, campagne sucrière 1952. En temps normal, il y a 400 à 500 ouvriers agricoles au travail sur les habitations de Gardel.

119 Le maire de Moule est alors le Dr Rosan Girard, député de la Guadeloupe et l'un des principaux dirigeants du Parti communiste dans le département, qui jouit d'une immense popularité et exerce une influence considérable sur la population. En ces temps de guerre froide, à l'instar du combat gouvernemental contre le PCF en métropole, les préfets successifs mènent contre lui une guerre politique impitoyable, cherchant à « avoir sa peau » par tous les moyens, y compris en essayant de le compromettre dans une « sale affaire » qui permettrait de faire lever son immunité parlementaire et déclencher une opération de répression de grande ampleur contre le PC en Guadeloupe. Nous avons avancé l'hypothèse que ces événements tragiques seraient peut-être la conséquence d'une provocation montée par la préfecture et qui aurait ensuite dérapé pour déboucher sur une « bavure » policière. Ch. Schnakenbourg, « Le Moule, 14 février 1952. Autopsie d'un massacre », *Bull. Sté d'Hist. Gpe*, n° 170, 2015, p. 55-81 ; voir également J. P. Sainton, *Rosan Girard. Chronique d'une vie politique en Guadeloupe*, Pointe-à-Pitre, Paris, Jasor-Karthala, 1993, p. 260-290.

120 ADG, Préfecture, s. c. 385, d. 10, rapport d'ensemble de la gendarmerie sur la situation des usines pendant les grèves, 3 mars 1952 ; tableau très complet, usine par usine et jour par jour.

121 Nous nous inspirons évidemment ici de la célèbre expression forgée par le sociologue Jean Fourastié pour caractériser la prodigieuse croissance des économies occidentales entre 1945 et 1974 : les « Trente glorieuses ».

a reconstitué son potentiel, l'Etat met en place une organisation de marché garantissant à chaque producteur métropolitain et ultramarin l'écoulement à un prix rémunérateur d'un « quota » représentant l'essentiel de sa production ; les quotas et les prix sont élevés régulièrement, offrant ainsi aux usines un débouché en augmentation continue. Enfin, au début des années 1960, alors qu'apparaît une tendance à la surproduction, un nouveau marché s'ouvre pour les sucreries antillaises : celui des Etats-Unis qui, après leur rupture avec Cuba, se tournent vers la Caraïbe pour approvisionner leurs raffineries en sucre brut de canne ; la Guadeloupe y exporte chaque année entre le quart et le tiers de sa production.

Seconde grande explication de la croissance : la modernisation et l'extension de capacité des usines, par une politique pratiquement continue d'investissement. Les sociétés sucrières lancent de grands programmes, dont la majeure partie est financée, directement ou indirectement, par des aides et transferts publics, notamment le décret du 13 février 1952 exonérant d'impôt les bénéficiaires que les entreprises installées dans les DOM réinvestissent sur place. Les progrès concernent l'ensemble de la filière. Dans la culture, extension des plantations (25.000 ha de canne en 1951, 32.000 en 1966), emploi de variétés de canne de plus en plus productives et d'engrais de plus en plus efficaces, début de mécanisation. A la fabrication, les équipements sont de plus en plus grands et de plus en plus performants. La capacité totale de broyage disponible en Guadeloupe n'était que de 7.800 tonnes de canne par jour en 1939 ; elle atteint les 9.500 tonnes en 1951, en conséquence de la première grande vague d'investissements de l'immédiat après-guerre, puis 15.500 en 1961 et 20.200 quatre ans plus tard<sup>122</sup>. La productivité du travail s'élève parallèlement ; sur l'ensemble des usines, chaque salarié produit en moyenne 343 qx de sucre en 1955, et 754 dix ans plus tard<sup>123</sup>.

On observe, en troisième lieu, que se produit, à partir de 1953, une considérable détente sur le front social. Les grèves sont moins nombreuses, moins longues, moins dures ; il n'y a guère que celle de 1956 qui puisse être comparée aux conflits de l'immédiat après-guerre par son ampleur et par les violences qui l'accompagnent. Cette évolution est très probablement la conséquence de la lente amélioration du pouvoir d'achat résultant de la mise en œuvre, enfin ! de la départementalisation outre-mer par extension de la législation sociale métropolitaine, mais elle est lente et incomplète, les gouvernements successifs reculant devant une application intégrale en raison de son coût prévisible pour les finances publiques ; dérogations, abattements et régimes « spécifiques » se multiplient. Le mouvement s'accélère toutefois à partir de 1960, quand le général De Gaulle décide la mise en œuvre d'une politique « de rattrapage » dans les DOM. En particulier, le SMIG antillais, qui était frappé jusqu'alors d'un abattement par rapport à son homologue métropolitain, est augmenté plus rapidement que celui-ci entre 1962 et 1965, de façon à atteindre alors le même niveau qu'en France. Le progrès est donc réel. Ceci dit, malgré l'importance des transferts publics et les hausses de revenus qui en résultent, le niveau

---

122 P. Milon, *L'Etat et l'industrie sucrière*, p. 57.

123 Soit une productivité comparable à celle des fabriques métropolitaines de sucre de betterave aux mêmes moments.

et les conditions de vie de la population sont encore très loin de répondre aux espérances initiales<sup>124</sup>, particulièrement dans le pays sucrier. En 1965, le revenu moyen par habitant ne représente encore que le quart de celui de la métropole ; au mieux, on est passé de la misère à la pauvreté. Mais, pour insatisfaisante que soit cette situation, elle apporte aux usines quelques années d'une précieuse « paix sociale » leur permettant de profiter pleinement d'une conjoncture favorable.

L'histoire de Gardel au cours de ces deux décennies s'inscrit pleinement dans ce grand mouvement ascendant. L'usine est alors gérée par Amédée Aubéry, qui a succédé à son frère Armand à la mort de celui-ci, en 1940, et a su mettre en place « une organisation efficace et un encadrement compétent »<sup>125</sup>. La croissance de Gardel est l'une des plus fortes de toute la sucrerie guadeloupéenne ; sa production est multipliée par 4,6 entre 1946 et 1965, contre 4,1 pour l'ensemble des usines, sa part dans le total passe de 8,5 à 10,1 %, et, sauf en deux années, elle occupe presque continuellement la troisième place au classement par ordre d'importance des productions. Comme alors toute les usines, Gardel investit considérablement pour accroître sa production et productivité ; la capacité de broyage est portée de 850 t/jour en 1951 à 1.500 dix ans plus tard et 1.800 en 1965, tandis que le rendement industriel (quantité de sucre extrait d'une tonne de canne) passe de 9,32 % en 1952 (pas de données antérieures) à 10,51 en 1965, après avoir même atteint un maximum de 11,04 en 1955.

Normalement, Amédée aurait dû passer la main en 1956, à la majorité de son neveu Jean-Claude, fils d'Armand<sup>126</sup>, mais il semble que celui-ci n'ait pris la direction effective de l'entreprise que quelques années plus tard, puisqu'un rapport de 1959 cite incidemment Amédée comme « administrateur » de l'Usine<sup>127</sup>. Un peu plus loin, ce même document affirme, après un examen serré des chiffres, que la situation financière de Gardel est « extrêmement favorable ». Quand il s'en va, Amédée Aubéry laisse derrière lui une entreprise prospère et bien gérée.

### **La gestion « désastreuse » de Jean-Claude Aubéry et la reprise de Gardel par Amédée Despointes (1960-1968)**

C'est dans les toutes premières années de la décennie 1960 que Jean-Claude succède à son oncle à la tête de Gardel. L'affaire demeure encore en indivision avec ses deux sœurs jusqu'en 1964, puis elle est mise en société en nom collectif l'année suivante et en société anonyme en 1966<sup>128</sup>. Sans doute est-ce pour mettre le reste du patrimoine familial

---

124 « La fabrique aux illusions », note J. P. Sainton au sujet des attentes dans la population antillaise après le vote de la départementalisation.

125 R. Noirtin, « Economie sucrière et rhumière à la Guadeloupe (1946-1986) », dans A. Grillon-Schneider (dir.), *Canne, sucre et rhum aux Antilles et Guyane françaises du XVII<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècles*, s. l., Ed. du Ponant, vol. 2, p. 206.

126 Rappelons qu'il était né en 1935 ; à l'époque, la majorité est à 21 ans.

127 AN, 1984 0124/1, rapport de l'inspecteur des Finances Léger sur la production sucrière et rhumière des Antilles, octobre 1959.

128 AN, 1984 0124/56, mission IRAT-SATEC sur les problèmes sucriers de la Guadeloupe, janvier 1968, rapport Bassereau-Moity, annexe, p. 65. *Nota* : contrairement à ce qu'écrit Roger Noirtin, la raison sociale de cette société n'est pas Gardel SA (elle ne sera créée qu'en 1986) mais SA de la Sucrerie de Gardel ; *Annuaire sucrier*, 1967 et suiv.

à l'abri en cas de faillite, car dès ce moment la situation de Gardel est catastrophique ; l'excellente situation financière laissée par Amédée ne dure pas longtemps : de 1964 à 1966, les pertes passent de 384.000 à 2.689.000 F et les dettes à court terme de 4,7 à 12,9 MF<sup>129</sup>. La gestion de Jean-Claude semble directement responsable de cet état de choses. Le silence de la notice précitée de Roger Noirtin, bon connaisseur de l'industrie sucrière<sup>130</sup>, est d'ailleurs révélateur ; après avoir dit le plus grand bien de la direction d'Amédée, il se contente d'ajouter presque allusivement que « peu de temps après », Gardel connaît « de sérieux problèmes de trésorerie au point d'être pratiquement en cessation de paiements », sans plus de précision. Sans doute Noirtin, lui-même un Blanc-créole, a-t-il voulu éviter de se fâcher avec la famille Aubéry, mais les fonctionnaires chargés de suivre le dossier se mettent moins de gants ; la gestion de Jean-Claude a été « désastreuse », affirme brutalement une note interne du ministère des DOM-TOM<sup>131</sup>, tandis que l'expert précité de la SATEC observe, avec un sens aigu de la litote, que « la crise d'ensemble qui menace présentement » l'industrie sucrière de la Guadeloupe « n'explique pas » la situation dans laquelle se trouve Gardel<sup>132</sup>, ce qui est une autre façon de mettre en cause la direction de l'entreprise.

Nous ne savons pas en quoi la gestion de Jean-Claude est désastreuse, ni lesquelles de ses décisions plongent Gardel dans le gouffre, mais il en est une qui semble jouer un rôle majeur : s'être lancé dans une politique de croissance externe sans en avoir les moyens. En 1964, André Bon, propriétaire des deux usines de Grande-Anse et Courcelles<sup>133</sup>, se retire des affaires. Les deux usiniers voisins, Aubéry à Gardel et Huyghes-Despointes à Sainte-Marthe, s'associent pour racheter le domaine, grâce à un prêt du Crédit agricole. Puis, l'usine est fermée à la fin de la campagne 1965, et un programme d'agrandissement mis en œuvre à partir de l'année suivante pour porter la capacité de Gardel à 2.000 t/jour<sup>134</sup>. Mais tout ceci repose sur une aggravation de l'endettement. Et voici que, par-dessus le marché, surviennent le cyclone Inès (septembre 1966) puis la sécheresse de l'intercampagne suivante<sup>135</sup>. A la fin de la campagne 1968, Jean-Claude Aubéry est pratiquement en cessation de paiements<sup>136</sup>.

---

129 AN, 1984 0124/56, mission IRAT-SATEC précitée, et *ibid*, -/63, dossier « Gardel-Sainte-Marthe », note J. Moity relative à l'achat des domaines des deux usines, novembre 1968.

130 Au début de la décennie 1960, il est l'un des directeurs de Beauport ; il deviendra directeur général de Gardel dans les années 1970.

131 AN, 1984 0124/63, dossier Gardel, 10 septembre 1968.

132 *Ibid*, note Moity, novembre 1968.

133 Qui, rappelés-le, appartenait avant la guerre à la famille Aubéry, à laquelle Bon l'avait achetée en 1949.

134 AN, 1984 0124/56, rapport IRAT-SATEC, annexe p. 66 ; et *ibid*, -/63, d. Gardel, note de la société concernant les investissements réalisés à l'usine.

135 Pour l'ensemble de la Guadeloupe, le volume de canne et la production de sucre diminuent chacun de 24 % de 1965 à 1968. A Gardel, le tonnage de cannes passées aux moulins augmente tout d'abord jusqu'en 1967, en conséquence des apports supplémentaires venant de Courcelles, avant de diminuer de 15 % l'année suivante, mais les cannes sont de si mauvaise qualité que leur rendement en sucre tombe de 10,51 à 8,80 % en 1969, et donc, avec lui, la production ; voir annexe.

136 AN, 1984 0124/63, d. Gardel, note interne du ministère des DOM-TOM sur la situation financière de Gardel et Sainte-Marthe, 2 avril 1969 ; en septembre 1968, le passif exigible

Cette situation soulève de grandes appréhensions en Guadeloupe. Les planteurs de l'est de la Grande-Terre s'inquiètent de savoir où et comment ils vont pouvoir vendre les cannes qu'ils livraient jusqu'alors à Gardel, les banques craignent de perdre toutes leurs créances, et la préfecture, « pour des raisons essentiellement politiques et sociales », veut par-dessus tout éviter une faillite<sup>137</sup>. Les pressions se multiplient sur Amédée Despointes pour qu'il accepte de reprendre Gardel, ce qu'il accepte finalement de faire. A l'époque, on présente volontiers, dans son entourage, cette décision comme un acte militant, voire même, parfois, quasiment de dévouement en faveur de l'industrie sucrière, mais elle repose avant tout sur des facteurs très concrets dont Despointes voit vite les avantages qu'il pourra en tirer : l'engagement des pouvoirs publics de le soutenir financièrement, la perspective de concentrer à terme Gardel et Sainte-Marthe dans une grande usine de 3.000 t/jour de capacité, enfin la crainte d'être emporté dans la faillite d'Aubéry pour les dettes duquel il s'est porté caution. En septembre 1968, Jean-Claude lui cède toutes ses actions dans la société Gardel et se retire définitivement de l'industrie sucrière<sup>138</sup> ; il décède en 1981 en métropole, pratiquement ruiné.

HUYGHES – DESPOINTES (1968-1994)

### **Le dernier « Grand-Blanc sucrier » de l'histoire de la Guadeloupe**

A la différence des Saint-Alary et des Aubéry, qui avaient conservé la propriété de Gardel pendant plusieurs générations, les Huyghes-Despointes, derniers représentants d'un capitalisme familial dans l'industrie sucrière guadeloupéenne, n'interviennent dans l'histoire de l'usine qu'à travers un seul homme : Amédée<sup>139</sup>.

Amédée Huyghes-Despointes est né en 1915 à la Martinique dans l'une des familles blanches les plus anciennes et les plus puissantes de l'île, propriétaire de deux usines et plusieurs milliers d'hectares. Après des études de chimie en métropole, il s'installe en 1937 en Guadeloupe, où il se fixe définitivement. D'abord cadre à l'usine Sainte-Marthe, il en devient directeur général en 1946, puis propriétaire en 1948 après l'avoir rachetée au groupe martiniquais qui la possédait depuis 1925. L'entreprise est alors à bout de souffle techniquement et financièrement ; en 1947, elle n'a même pas été en mesure de produire. Il en fait rapidement l'une des

---

atteint 10 MF, sans compter les autres dettes dont le montant n'est pas précisé, et il faut immédiatement 3 millions supplémentaires pour reconstituer la trésorerie.

137 *Ibid*, id°. La situation politique est alors extrêmement tendue en Guadeloupe depuis le massacre de mai 1967 à Pointe-à-Pitre (officiellement huit morts victimes des tirs des CRS et des gendarmes, en réalité probablement beaucoup plus) et l'envoi des indépendantistes devant la Cour de sûreté de l'Etat.

138 *Ibid*, deux notes internes du ministère des DOM-TOM des 10 septembre 1968 et 2 avril 1969.

139 Outre divers témoignages de contemporains recueillis lors de la préparation de cet article, l'essentiel des éléments biographiques dont il est fait état dans les développements qui suivent proviennent de la notice nécrologique publiée au moment de son décès sur le site *Maximini.com*, ainsi que de l'interview de son épouse Marie Abraham-Despointes par Danik Zandwonis, publié en 2009 sur le site *Caribcreole.com*.

plus performantes de la Guadeloupe. Sa réussite à Sainte-Marthe, alors qu'elle n'est pourtant pas la plus grande usine du département, ainsi que son acharnement à poursuivre coûte que coûte dans le sucre, alors que les groupes métropolitains ne pensent plus qu'à s'en désengager (*infra*), font d'Amédée Despointes une figure de plus en plus influente, et bientôt dominante, dans le paysage sucrier guadeloupéen quand survient la grande crise structurelle de la fin des années 1960 et de la décennie 1970. C'est à lui que le Département confie la gestion de Grande-Anse (Marie-Galante) après la remise à neuf de cette usine (1964) ; c'est lui, nous l'avons vu, que l'on sollicite très fortement pour reprendre Gardel, menacée de fermeture ; c'est le plus souvent lui qui représente les usiniers dans les discussions conduites à Paris entre 1975 et 1977 sur les moyens d'éviter un effondrement total de l'industrie sucrière ; c'est lui qui, conjointement avec la direction locale de la SIAPAP/SIS<sup>140</sup>, négocie avec les syndicats sur les salaires et le prix de la canne ; c'est enfin sur lui que s'appuient le plus fortement les pouvoirs publics pour mettre en œuvre le plan Haberer de restructuration industrielle de la filière, en 1980. Amédée Huyghes-Despointes est un personnage incontournable dans l'histoire de l'industrie sucrière guadeloupéenne de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle<sup>141</sup>.

Bien sûr, il est avant tout un capitaliste ; il est même l'archétype du « capitaliste-usinier », selon l'expression de combat si souvent employée à son encontre pendant les grandes luttes de la canne des années 1970, qui cherche à tirer le maximum d'avantages de toutes les opportunités que lui offre la situation, même catastrophique. C'est ainsi que toutes ses interventions auprès des pouvoirs publics constituent pour lui autant d'occasions de renforcer ses positions de pouvoir, dans le sucre et hors de celui-ci, et que toutes les mesures qu'il préconise pour assurer la survie de l'industrie sucrière sont destinées aussi à lui profiter à lui d'abord. Au point que ses adversaires l'accusent parfois de vouloir « accaparer » celle-ci dans toute la Grande-Terre. Autre reproche fréquemment formulé à son encontre par les anciens de Sainte-Marthe et Gardel : une gestion « musclée », pour ne pas dire brutale, de ses relations avec les salariés agricoles et les planteurs. L'homme est accessible, affable, ouvert à la discussion, mais extrêmement dur avec ses interlocuteurs quand celle-ci commence, ne concédant rien et n'hésitant pas à pratiquer, ou laisser pratiquer par ses subordonnés, des actes de répression à l'encontre des syndicalistes et des grévistes. Mais en même temps, même ceux qui le contestent avec le plus de vigueur manifestent le plus grand respect pour son combat en faveur de l'industrie sucrière, dans lequel il met en jeu la quasi-totalité de sa fortune, et nul ne se risquerait à mettre en cause sa sincérité à cet égard. Au cours de la grande crise des années 1970, on a beaucoup conspué et beaucoup brûlé en effigie les responsables locaux de la SIS, mais jamais, à

---

140 SIAPAP = Société industrielle et agricole de la Pointe-à-Pitre, propriétaire de Darbousier, Blanchet et, à partir de 1969, Bonne-Mère. A cette même date, elle se transforme en société purement financière (holding) et cède toutes ses activités productives à deux filiales, la SIS (Société industrielle de sucrerie) pour les usines et la SAG (Société agricole de la Guadeloupe) pour le domaine foncier.

141 Nous allons revenir, tout au long de notre troisième partie, sur ces différents épisodes, qui constituent la trame de l'histoire de Gardel au cours de cette période.

notre connaissance, Amédée Huyghes-Despointes n'a fait l'objet d'un tel traitement.

Ajoutons enfin que son activité débordante ne se limite pas au seul sucre. Dans les années 1950, il investit dans la distribution automobile et les boissons gazeuses. A partir de la fin des années 1960, quand il apparaît que la canne est en déclin structurel dans l'est de la Grande-Terre et que Sainte-Marthe est vouée à la fermeture, il s'engage avec la même détermination aux côtés de Lucien Bernier, le maire de Saint-François, pour faire de sa commune une grande station balnéaire, allant jusqu'à céder gratuitement quelques hectares des terrains (incultivables, il est vrai) pour assurer la réussite du projet ; trente ans plus tard, il affirmera avoir contribué à créer à Saint-François davantage d'emplois dans le secteur touristique qu'il en avait supprimé en fermant Sainte-Marthe. Hors de l'économie *stricto sensu*, il s'implique également dans le domaine sportif ; pionnier de l'aviation légère dans la Caraïbe, créateur du golf de Saint-François, il figure aussi parmi les fondateurs de la Route du Rhum (1976), qu'il conçoit non seulement comme une course transatlantique mais aussi comme un facteur de notoriété pour le rhum de la Guadeloupe.

A partir de la fin des années 1980, il est bien obligé par l'âge et la maladie, de ralentir son activité. Son élection en 1988 comme « patron des patrons » à la présidence du CODIES (devenu en 1999 MEDEF-Guadeloupe) apparaît surtout comme une sorte d'hommage de ses pairs pour l'ensemble de son œuvre. En 1991, il cède le contrôle et la direction opérationnelle de Gardel à la SIAPAP, tout en conservant pendant encore trois ans la fonction essentiellement honorifique de président du conseil d'administration. Sa dernière initiative se situe dans le domaine culturel avec la fondation, en 2000, conjointement avec son épouse Marie Abraham et la romancière Maryse Condé, du Prix littéraire des Amériques insulaires et de la Guyane, qui réunit chaque année en Guadeloupe des écrivains de toute la Caraïbe. Il décède l'année suivante. Avec lui disparaît le dernier représentant d'un groupe social qui dominait l'histoire (et pas seulement l'histoire économique) des Antilles depuis plus de trois siècles : les « Grands-Blancs sucriers », qui ont fait la fortune mais aussi la malédiction de la Guadeloupe.

### **Le dramatique effondrement de la sucrerie guadeloupéenne dans la décennie 1970**

Les années 1970, largement entendues, constituent le pire moment de l'histoire de l'industrie sucrière guadeloupéenne depuis la création des usines, un siècle plus tôt. Une succession de catastrophes climatiques très rapprochées (cyclone Inès en 1966, deux sécheresses gravissimes en 1967 et surtout 1971) enclenche un processus de déclin qui, par l'interaction de facteurs structurels, débouche sur un véritable effondrement de toute la filière ; de 1967 à 1981, le nombre d'usines tombe de dix à quatre<sup>142</sup> et la production de sucre de 185.000 à 71.000 tonnes, avant d'atteindre le fond du gouffre trois ans plus tard avec 41.000 tonnes.

---

142 Fermeture de Marquisat en 1968, Bonne-Mère et Comté en 1973, Sainte-Marthe en 1974, Blanchet en 1979 et Darboussier en 1980. Ne restent plus alors en activité, outre Gardel, que Beauport, Grosse-Montagne et Grande-Anse MG.

Cette crise est une crise systémique, qui, au-delà du sucre, traduit plus fondamentalement la fin d'un modèle d'économie coloniale « classique », rendu obsolète par la départementalisation ; il y a contradiction entre celle-ci et le maintien d'une industrie sucrière fonctionnant sur ses bases antérieures à 1946. Le fond du problème est que les usines avaient été créées au XIX<sup>e</sup> siècle pour fonctionner sur la base de très bas coûts de main-d'œuvre, et il en va ainsi jusqu'aux années 1950 parce que la départementalisation ne produit pas encore suffisamment d'effets pour modifier cet état de choses. Mais à partir de 1960, la politique de « rattrapage » mise en œuvre dans les DOM par le général de Gaulle, et accentuée par ses successeurs, se traduit par une élévation continue des salaires et des prestations sociales ; même si cette évolution est lente, incomplète et insuffisante pour ses bénéficiaires<sup>143</sup>, elle constitue néanmoins pour les entreprises sucrières un accroissement de charges qu'elles ne peuvent plus supporter, surtout eu égard à l'augmentation très inférieure de leurs recettes, qui dépendent uniquement des prix fixés par la CEE en fonction de la situation du marché européen du sucre de betterave (*infra*). De 1966 à 1980, le salaire du coupeur de canne est multiplié par 7,6, le prix de la tonne de canne par 3,2, et celui du sucre par 2,4 seulement<sup>144</sup> ; c'est une classique « crise de ciseaux ».

Dans ces conditions, compte tenu de la part essentielle des frais de main-d'œuvre dans le coût total, la culture de la canne cesse d'être rentable en situation normale en Guadeloupe à partir de 1965, et *a fortiori* au cours des années suivantes, quand il faut reconstituer les plantations ravagées par les trois accidents climatiques majeurs de cette période. Dès lors, il se produit sur tous les types d'exploitations une véritable fuite devant la canne.

Sur les habitations exploitées en faire-valoir direct des centres usiniers, le seul moyen de réduire les coûts consiste à mécaniser la coupe et le chargement de la canne, qui, jusqu'au début des années 1960, s'effectuent encore selon des méthodes presque entièrement manuelles, pratiquement de la même façon qu'à l'époque de l'esclavage. Mais la mise en œuvre de la mécanisation se heurte à une énorme résistance des travailleurs agricoles, confrontés à la perspective du chômage sans autre possibilité de reconversion que l'émigration. Elle progresse donc très lentement ; c'est seulement à la fin de la décennie 1970 qu'elle est effectivement réalisée. En attendant, les usines se désengagent le plus possible du foncier. Elles concentrent leur faire-valoir direct (FVD) sur les terres les plus fertiles et mécanisables, et les autres sont, soit affectées à des opérations d'aménagement non agricole (équipements publics, zones industrielles et touristiques, extension des périmètres urbains), soit cédées dans le cadre de la réforme foncière mise en œuvre par l'Etat à partir de 1961. L'objectif proclamé de celle-ci est de répondre à la pression du chômage et à la très forte demande de terre de la population rurale, mais aussi, plus discrètement, de permettre aux sociétés sucrières

---

143 Le revenu moyen des ménages guadeloupéens passe de 34 % de celui de la métropole en 1970 (rien avant) à 46 % en 1989.

144 Nous reprenons ici les chiffres élaborés par A. Bonneton-Koussoula, *Contribution à l'étude de l'économie sucrière en Guadeloupe*, Petit-Bourg, INRA, 1981, p. 98. D'autres estimations légèrement différentes sont disponibles, mais les tendances et les proportions se situent toujours dans les mêmes ordres de grandeur.



de se débarrasser à bon compte de la culture de la canne et de tous les problèmes financiers et sociaux qu'elle entraîne. Les domaines des usines sont rachetés par des organismes publics, essentiellement la SAFER<sup>145</sup>, qui les divise en lots rétrocédés ensuite à des accédants à la propriété. Le processus de « délestage foncier » des usines s'étend sur une trentaine d'années, du début des années 1960 à 1995, et leur rapporte environ 150 millions de francs en *cash*<sup>146</sup> ; leurs domaines, qui s'étendaient sur environ 47.000 ha en 1960, n'en occupent plus que 3.000 en 1995<sup>147</sup>.

Mais, contrairement à ce qu'on espérait, les petits et moyens planteurs ne sont pas capables de prendre le relais pour fournir aux usines les tonnages qu'elles ne produisent plus sur les habitations. De ce point de vue, la réforme foncière, mal conçue et mal exécutée, manque complètement son but. On a multiplié les lots pour accroître le nombre de bénéficiaires, aggravant ainsi le problème du morcellement et de la pulvérisation de la petite propriété ; en 1981, 91 % des exploitations en canne font moins de 5 ha, et 1 % seulement plus de vingt. Elles sont trop petites pour être viables. Les petits planteurs se heurtent eux aussi au problème des coûts qui augmentent plus vite que le prix de la canne. Celui-ci dépend indirectement du prix du sucre, qui est lui-même fixé, depuis 1968, par les instances de la CEE en tenant compte uniquement des coûts et des conditions de fonctionnement et de marché de la sucrerie de betterave en Europe, puis répercuté ensuite automatiquement sur la filière sucrière de canne des DOM sans aucunement prendre en considération ses particularités propres. Rémunérateur pour la betterave, le prix communautaire de la matière première ne l'est pas pour la canne, et c'est le grand combat des planteurs antillais dans les années 1970 d'obtenir sa détermination en fonction du coût de production et non pas du prix du sucre. Ils sont pris dans une situation complètement contradictoire : d'une part, il leur est impossible de poursuivre l'exploitation familiale manuelle de leurs parcelles, mais, d'autre part, celles-ci sont trop petites pour pouvoir être mécanisées. L'introduction du paiement de la canne à la richesse saccharine, aggrave encore leurs difficultés, car il leur faut remplacer les espèces de cannes cultivées. Il n'est donc pas surprenant que les abandons de multiplier ; du milieu des années 1960 à 1981, le nombre total de fournisseurs de canne aux usines diminue de moitié.

De tout ce qui précède résulte donc une très profonde régression de la culture de la canne en Guadeloupe ; de 1965 à 1984, les superficies qui lui sont consacrées tombent de 31.000 à 15.000 ha, et les volumes manipulés en sucrerie de 1.847.000 à 464.000 tonnes. La dégradation continue de la situation favorise l'émergence, chez les planteurs et les ouvriers agricoles, d'un puissant mouvement revendicatif animé par de nouvelles organisations syndicales liées au courant indépendantiste qui s'affirme alors, comme l'UTA (Union des travailleurs agricoles) et l'UPG (Union des paysans pauvres de la Guadeloupe). Toute la décennie 1970

---

145 Société d'aménagement foncier et d'établissement rural, créée en 1966 pour la mise en œuvre de la réforme.

146 Soit à peu près autant d'Euros en pouvoir d'achat, compte tenu de l'inflation et de la dévalorisation consécutive du F au cours de cette période.

147 P. Beccaria, *La réforme foncière en Guadeloupe ...*, Dipl. sup. de recherches appliquées, Université de Paris IX-Dauphine, 1996, 2 vol. dact.

est extrêmement agitée, avec des grèves longues et dures au début de pratiquement chaque campagne<sup>148</sup>, ainsi qu'une multiplication des incidents de toutes natures (intervention lourde de la gendarmerie, séquestration de cadres, occupation de terres ...). Malgré tout, les usines parviennent à imposer progressivement la mécanisation de la coupe et le paiement à la richesse ; le mouvement est pratiquement achevé à la fin des années 1970.

Mais cela ne résout pas le problème fondamental pour elles : le manque de cannes, qui rend impossible tout redressement à vue prévisible. En 1977, une mission d'experts envoyée par le ministère des DOM-TOM estime à 1.200.000 tonnes le seuil de rentabilité de la filière dans son ensemble<sup>149</sup>. On en est loin : de 1974 à 1980, et sauf en 1979, les volumes passés aux moulins stagnent entre 900.000 et un million de tonnes ; selon les usines et les années, le taux de sous-utilisation de la capacité varie entre le tiers et le quart. Conséquences : les pertes explosent, les dettes s'accumulent à un point tel qu'elles perdent toute signification économique, l'activité ne se poursuit que grâce aux pressions que les pouvoirs publics exercent sur les banques pour qu'elles continuent à accorder les crédits nécessaires. Le plus grave est qu'il s'agit d'un processus cumulatif. La fermeture de certaines usines, au lieu de permettre le renforcement de l'activité et l'accroissement de la production de celles qui restent, se traduit au contraire par une diminution des superficies de cannes par abandon des planteurs des unités arrêtées, et donc par une régression supplémentaire de la production ; le phénomène est très net dans le nord de la Basse-Terre, lors de la fusion entre Grosse-Montagne et Comté puis après la fermeture de Bonne-Mère, ainsi que, nous y reviendrons, à l'est de la Grande-Terre, quand Despointes réunit Sainte-Marthe et Gardel. A tout ce qui précède vient s'ajouter une dégradation pratiquement continue des conditions de l'exploitation industrielle (extraction insuffisante, pannes ...), en raison du manque d'investissements des usines. La dernière grande vague de modernisation et d'amélioration de leurs équipements se situe au début des années 1970 dans le cadre d'un programme financé à 60 % par l'Etat, puis l'endettement croissant et la crainte politique du « largage » des DOM, si François Mitterrand était élu président de la République en 1981, font cesser presque complètement les travaux neufs ; on se contente de « cannibaliser » les établissements fermés en transférant sur ceux demeurés en activité des matériels pouvant encore servir. A la fin des années 1970, tous les rapports sur les usines de la Guadeloupe sont unanimes à les qualifier de « vétustes ».

La réaction des usiniers face à la crise varie selon la nature et le degré de leur implication en Guadeloupe. Les sociétés métropolitaines, qui ne sont plus, désormais, que des filiales de grands groupes industriels et financiers très largement internationalisés pour lesquels le sucre ultramarin ne pèse pas lourd dans l'immensité de leurs affaires,

---

148 Trois mois en 1971, cinq semaines en 1973, plus d'un mois en 1975, deux à trois semaines en 1976 et 1977 ; A. Broussillon, *Procès de capitalisation et luttes paysannes dans l'agriculture guadeloupéenne*, thèse en Sciences sociales du développement, EHESS, 1979, p. 474-513.

149 AN, 1984 0124/59, dossier « Plan de relance », 1978, extraits du rapport Sauger-Vinay.

ne pensent plus qu'à se désengager. La Compagnie française de sucrerie (groupe Navigation mixte) abandonne brutalement la Guadeloupe en fermant Marquisat en 1968, puis en cédant Bonne-Mère à la SIAPAP l'année suivante. Cette même SIAPAP, contrôlée par Empain-Schneider, organise très soigneusement son retrait de la Guadeloupe sur l'ensemble de la décennie 1970, de façon à obtenir une valorisation maximum de son départ : indemnisation pour la fermeture de ses usines<sup>150</sup> et vente à hauts prix de son énorme domaine foncier, particulièrement pour ce qui concerne les terres situées autour de Pointe-à-Pitre et à Baie-Mahault<sup>151</sup>. Enfin, le groupe Grands moulins de Paris ne fait qu'un passage-éclair en Guadeloupe, prenant le contrôle de la SAUB (Beauport) en 1975 pour en déposer le bilan six ans plus tard seulement. Par contre, les usiniers créoles, dont toute la fortune est engagée dans le sucre, vont continuer à se battre pour survivre à la crise ; c'est le cas de Charles Simonnet à Grosse-Montagne et, pour ce qui nous concerne ici, d'Amédée Huyghes-Despointes dans l'est de la Grande-Terre.

### **Despointes à Gardel, 1968-1980 : survivre !**

Même avec la promesse d'une aide massive des pouvoirs publics, il faut à Amédée Despointes une bonne dose d'optimisme pour s'embarquer dans la reprise de Gardel. Quand il se décide à le faire, sa propre situation financière à Sainte-Marthe est mauvaise. Bien qu'il ait beaucoup investi dans la première moitié des années 1960, cette usine est trop petite et perd structurellement de l'argent. En outre, la participation au rachat de Courcelles, les conséquences du cyclone Inès et de la sécheresse de 1967, et enfin la reprise des dettes laissées par Aubéry à Gardel, le plongent dans des pertes et un endettement abyssaux. A la fin de la campagne 1968, il doit aux banques 15,7 MF pour les deux usines et il lui faut d'urgence 13 à 14 millions supplémentaires pour reconstituer sa trésorerie<sup>152</sup>.

Pour assainir sa situation financière et relancer Gardel, Despointes dispose d'un véritable « trésor de guerre » : son domaine foncier<sup>153</sup>. Il commence à vendre des terres à Sainte-Marthe dès la fin des années 1950, puis le mouvement s'accélère considérablement à partir de 1967, quand il lui faut financer les conséquences des catastrophes climatiques et la reprise de Gardel (*Tableau n° 3*). Ces ventes portent le plus souvent sur des terres non mécanisables et/ou éloignées de l'usine. Les habitations ou portions d'habitations concernées sont converties en lotissements, soit par l'usine elle-même, avec ou non l'assistance du Crédit

---

150 Bonne-Mère en 1973, Blanchet en 1979, Darboussier 1980 ; elle obtient alors, dans le cadre du Protocole Haberer (*voir infra*), une indemnité de 30 MF pour cessation d'exploitation, ainsi qu'une réduction significative de ses dettes envers divers organismes publics.

151 La SIAPAP, qui possédait plus de 12.000 ha en 1960, n'en conserve plus, avec sa filiale la SAG, que 4.900 en 1980, dont 1.500 autour de l'agglomération pointoise, avec une véritable pépite : la parcelle de 7 ha sur laquelle est construite Darboussier, au cœur même de la ville.

152 AN, 1984 0124/63, d. Gardel, étude SATEC « relative à l'achat des domaines des usines de Gardel et Sainte-Marthe », novembre 1968.

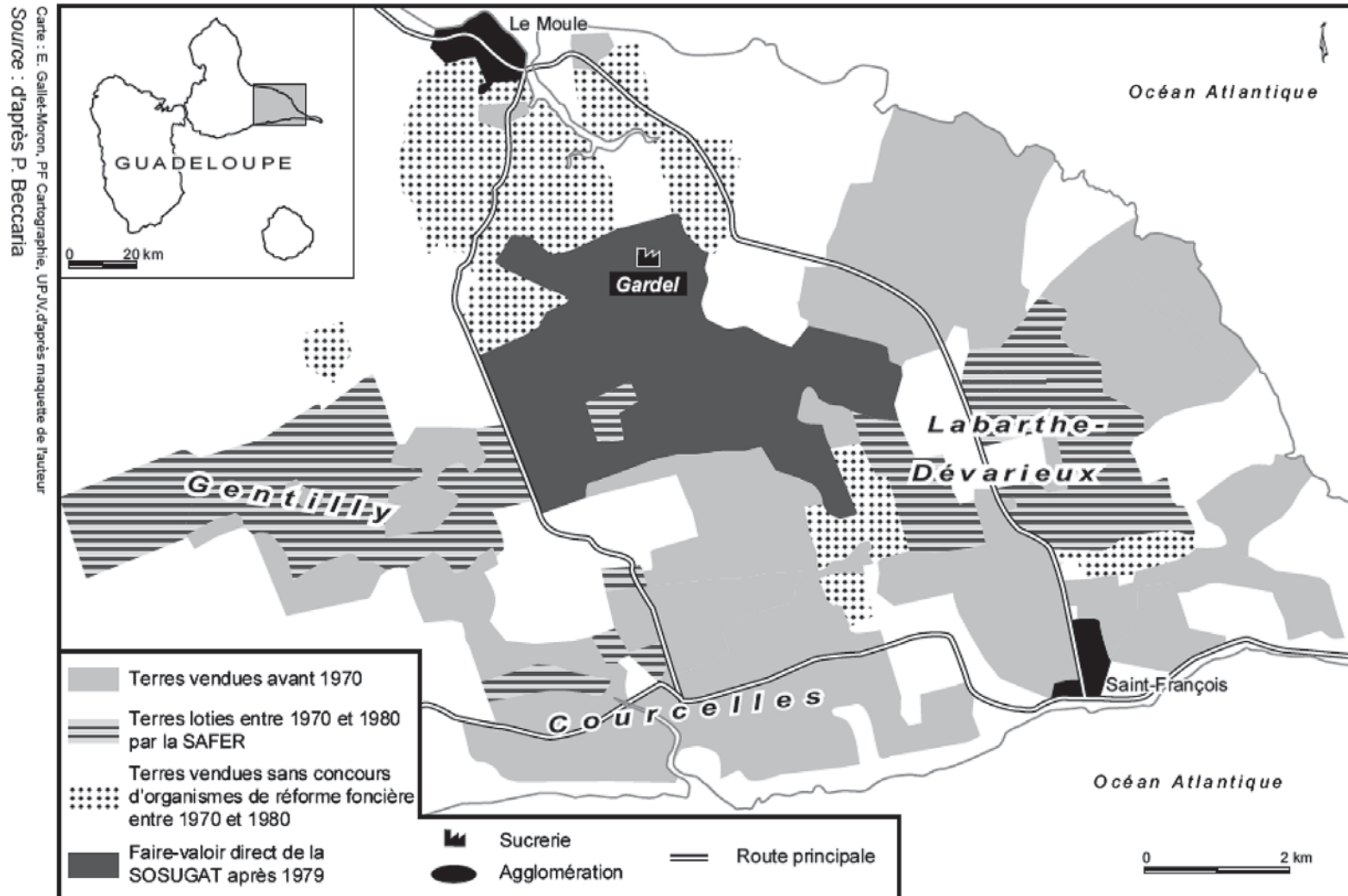
153 Sauf exception dûment signalée, tout ce qui suit provient de l'excellent travail de P. Beccaria, *Réforme foncière*, vol. 2, annexes 3 et 8.

TABLEAU n° 3 – Les lotissements dans l'est de la grande-terre

Année de la vente	Habitation	Commune	Sup. vendue, Ha	Vendeur	Opérateur	Nbre de lots
1957	May-Cayenne	SF	238	Ste-Marthe	Crédit agricole	n.d.
1960-61	Richeplaine	SF	137	Famille Favreau	SATEC	26
1962-64	St-Guillaume-Port-Blanc	Moule	185	SIAPAP		49
1963-65	Cocoyer	Moule	275	“	“	56
1964	Vezou-Espérance	SF	174	Epoux Despointes		31
1964	Sergent-Alléaume	Moule	144	Ste-Marthe	“	28
1966-67	Centre Courcelles	SA, SF	600	Gardel, Ste-M	“	120
1966-67	Partie de Gentilly	SA	58	Gardel	“	15
1967	La Baie	Moule	116	SIAPAP	SATEC	63
1967	Loery, Ste-Rose, St-Jacques, Kiot, Celcourt	SA SF Moule	} 139	Gardel	Crédit agricole	46
1967	Belloc, Dubédou	SF	183	Ste-Marthe	“	33
1967	Zévallos	Moule	247	“	“	45
1969	Ste-Rose Celcourt	SA Moule	} 160	Gardel	SAFER	19
1969	Courcelles, Surgy, Boisvin	SA SA	} 86	“	“	11
1970	Gentilly	SA	427	SOSUGAT	“	126
1971	Labarthe-Dévarieux	SF	636	“	“	168
1974	Bel Etang	SA	31	“	Usine	n.d.
1974	Valras	SA	51	“	“	“
1974	Biendésirée	SF	62	“	“	“
1976	Lauréal	Moule	150	“	“	“

Source : P. Beccaria.

CARTE n° 3 – La reforme fonciere dans l'est de la Grande-Terre



agricole, soit par la SAFER dans le cadre de la mise en œuvre de la réforme foncière ; ces lotissements sont généralement agricoles, avec découpage par parcelles de quelques ha pour y installer des petits planteurs, et plus rarement résidentiels pour ceux établis à la périphérie des bourgs du Moule et de Saint-François. En outre, des terrains plus étendus sont rachetés par les deux communes (600 ha à Saint-François) pour des opérations d'aménagement urbain et/ou touristique. Il se produit donc une considérable contraction du domaine foncier des usines de l'est de la Grande-Terre. En 1960, Gardel, Sainte-Marthe et Courcelles possédaient ensemble 7.300 ha (3.200, 2.400 et 1.700 respectivement). Vingt ans plus tard, Gardel, seule survivante, ne détient plus que 925 ha en FVD. Despointes a procédé à une sélection des habitations provenant des trois usines, pour ne plus conserver que les terres mécanisables situées autour de l'usine (*carte n° 3*).

Nous ne savons pas exactement combien ces ventes lui ont rapporté. Il est question de 4,7 MF jusqu'en 1966<sup>154</sup>, mais il s'agit d'opérations antérieures à sa reprise de Gardel, puis de 9,5 M au début de 1969<sup>155</sup> ; à cette dernière somme, il faut rajouter le produit des opérations effectuées entre 1969 et 1971 par la SAFER<sup>156</sup>, qui, selon les décomptes très soignés de P. Beccaria, se montent à 5,8 MF. Au total, dans les seize millions de F au moins<sup>157</sup>, dont onze après la reprise de Gardel par Despointes.

La principale conséquence de ce vaste mouvement de désengagement foncier est d'apporter à l'entreprise les moyens de se désendetter, comme il apparaît sur le *tableau n° 4*. Certes, les dettes envers les banques ne représentent pas la totalité de l'endettement, mais les autres créanciers de Gardel, et des sucreries de la Guadeloupe en général, sont presque tous des organismes publics qui s'abstiennent de réclamer leur dû pour ne pas enfoncer encore davantage les usines dans leurs difficultés<sup>158</sup>. Néanmoins, le mouvement est suffisamment important pour rendre à Despointes des marges de manœuvre qu'il va utiliser dans deux directions.

En premier lieu, la restructuration de l'entreprise. En 1970, les deux sociétés de Sainte-Marthe et de Gardel sont fusionnées en une Société sucrière de la Grande-Terre (SOSUGAT), une SA au capital de 14.362.000 F, détenue à 86 % par Amédée Huyghes-Despointes, 9,2 % par son frère Daniel et le reste par divers autres membres de la famille<sup>159</sup> ; pour le moment, les deux usines continuent de fonctionner séparément, mais leur concentration est prévue à moyen terme. La SOSUGAT reçoit également les terres agricoles en FVD et en colonage. Le reste du patrimoine familial, constitué essentiellement de terres à vocation résidentielle ou

---

154 AN, 1984 0124/56, rapport IRAT-SATEC, annexe, p. 62.

155 AN, 1984 0124/63, d. Gardel, note des services du ministère, 2 avril 1969.

156 Habitations comprises entre Sainte-Rose-Celcourt et Labarthe-Dévarieux sur le tableau n° 3.

157 Pas d'information pour les quatre dernières habitations du tableau n° 3, vendues entre 1974 et 1976 : le chiffre de un million de F pour les 295 ha paraît un minimum.

158 Trésor public, Sécurité sociale, FIRS (Fonds d'intervention et de régularisation du marché du sucre, chargé de l'application en France du règlement sucrier communautaire).

159 AN, 1984 0124/63, d. Gardel, note Caisse centrale sur le projet de fusion des deux usines, août 1973.

TABLEAU n° 4 – Evolution du resultat de Gardel dans la decennie 1970

	Résultat d'exploitation (a)	Résultat net (b)	Endettement envers les banques
1967 (c)	-2.374	-1.143	15.732
1972 (c)			3.000
1974 (c)	-2.691	-2.523	8.743
1975 (d)	+ 214	-322	8.793
1976 (d)	-1.297	-1.199	13.323
1977 (d)	-2.125	-1.985	11.807

× 1.000 F

Sources : AN, 1984 0124/57, Plan de modernisation, 1970 ; -/59, Plan de relance, 1978 ; -/63, d. Gardel, étude SATEC, novembre 1968.

Notes

- (a) Le résultat d'exploitation est celui obtenu par toutes les opérations normales de l'entreprise en vue de la réalisation de son objet social (ici fabrication de sucre et de rhum) : chiffre d'affaires, moins achat des matières premières (ici canne) et autres approvisionnements, salaires et charges sociales. Il permet de mesurer la performance économique intrinsèque de l'entreprise, en particulier d'apprécier si elle est structurellement rentable.
- (b) Le résultat net reprend le résultat d'exploitation et y ajoute tous les produits (ventes d'actifs notamment, ici terres) et en retranche toutes les charges (en particulier financières) qui ne sont pas liés à l'exploitation courante. Il informe sur la solvabilité réelle de l'entreprise.
- (c) Gardel + Sainte-Marthe.
- (d) SOSUGAT

touristique, promises à de fortes plus-values au fur et à mesure de l'extension et de l'aménagement du bourg de Saint-François, est logé dans une structure séparée, la Société immobilière et agricole de la Grande-Terre (SIAGAT), créée en 1973, qui devient la holding centrale de toutes les affaires de la famille Despointes<sup>160</sup>.

La vente de ses terres lui permet, en second lieu, de retrouver une certaine capacité de financement de ses investissements, étant entendu toutefois que, sans le concours des fonds publics, aucun investissement d'envergure ne serait possible. De 1970 à 1974, Gardel bénéficie, comme toutes les usines de la Guadeloupe, d'un grand plan de modernisation de l'amont de la production (coupe, transport et réception des cannes) initié par l'Etat, qui subventionne 40 % du coût des opérations. Les terres conservées en FVD sont remodelées, la mécanisation de la coupe et du chargement y est réalisée et achevée à la fin de la décennie, enfin la cour à canne (réception et stockage) est agrandie et modernisée<sup>161</sup>. Surtout, le principal investissement réalisé alors par Despointes consiste à concentrer la fabrication sur une seule des deux usines de la SOSUGAT. L'opé-

160 Académie François Bourdon (archives du groupe Schneider, au Creusot ; citée désormais AFB), 0034 Z 0032-04, note de la direction juridique de Schneider du 17 juillet 1992.

161 AN, 1984 0124/59, d. Plan de relance, rapport J. Moity sur son exécution, mai 1973 ; et *ibid*, rapport « très confidentiel » du même sur la situation financière des usines, avril 1974.

ration exige une dépense de 6.800.000 F, dont un quart seulement est autofinancé (1.850.000 F) ; le restant provient de subventions et de prêts de divers organismes financiers publics<sup>162</sup>. Bien que Sainte-Marthe soit plus moderne et en meilleur état, c'est Gardel qui est retenue, à la fois parce qu'elle est mieux située au centre du bassin cannier de l'est de la Grande-Terre, et en raison de sa capacité de broyage supérieure (1.800 t/jour contre 1.350) ; agrandie, modernisée et mieux approvisionnée en matière première, on prévoit de la porter à 2.200 t/jour, puis à 2.800. Sainte-Marthe est fermée à la fin de la campagne 1974, et son matériel transféré à Gardel<sup>163</sup>.

Dans la première moitié de la décennie 1970, Amédée Despointes a donc considérablement amélioré la situation de Gardel. Pourtant, la SOSUGAT demeure fragile. Tant que l'irrigation de l'est de la Grande-Terre, alors en projet, ne sera pas réalisée, elle sera très gravement exposée au risque de sécheresse, les bénéficiaires sont « très faibles », « l'entreprise est à la limite de la rentabilité », et surtout elle n'a plus les moyens de se retourner en cas de problème. « Elle n'a pas de gros actionnaires derrière elle », les Despointes ayant, note un expert du ministère, mis l'essentiel de leurs disponibilités restantes dans le plan de concentration avec Sainte-Marthe, et elle ne peut plus compter sur la vente de terres pour combler de nouvelles pertes car « elle n'a plus rien à vendre », à l'exception de son millier d'ha en FVD dont elle ne peut se séparer sous peine de compromettre son existence même. « En cas de nouvelle sécheresse, elle serait dans une position (très) délicate »<sup>164</sup>.

Le « Rapport Moity » ne croit pas si bien dire. En 1974, la Guadeloupe est frappée par une nouvelle sécheresse catastrophique ; à Gardel comme sur toute les usines, les comptes recommencent à plonger et l'endettement à augmenter, puis, à l'exception de la brève embellie de 1975 (production mondiale insuffisante et hausse des cours du sucre), la situation ne cesse de se dégrader au cours des années suivantes<sup>165</sup>. Le plus grave est que la SOSUGAT n'a plus aucune capacité propre de rétablissement. Elle n'a plus de fonds propres, ni la possibilité de vendre des terres pour les reconstituer, et surtout Gardel n'a pas assez de canne à manipuler pour couvrir ses coûts, en raison, non seulement des accidents climatiques répétés, mais aussi de la fuite des planteurs devant une culture qui ne leur permet plus de vivre (*voir supra*). Au début des années 1970, Gardel et Sainte-Marthe ensemble, passaient à leurs moulins dans les 350.000 tonnes de canne en année normale ; à la fin de la décennie, Gardel seule ne manipule plus que 140.000 tonnes environ par campagne, alors que la fusion des deux usines aurait dû permettre d'accroître sa production. Au lieu des économies d'échelle espérées, la SOSUGAT se trouve dans une situation de surinvestissement qui pèse lourdement sur ses coûts. En 1980, Despointes est au bord du gouffre.

---

162 AN, 1984 0124/63, d. Gardel, note de la Caisse centrale sur le projet de fusion et accord, août 1973.

163 AN, 1984 0124/59, d. Sucre Gpe, 1972-73, rapport du directeur de la DDA « sur la situation sucrière de la Guadeloupe », septembre 1973.

164 *Ibid*, rapport « très confidentiel » de J. Moity, avril 1974.

165 Voir tableau n° 4. Nous ne connaissons pas les résultats de Gardel après 1977, mais, à en juger par ceux des usines de la SIS et de Beauport, on peut supposer qu'ils sont alors très lourdement déficitaires.



### **Gardel sous perfusion (1980-1990)**

En 1977, on prend conscience à Paris que, dans les conditions actuelles de son fonctionnement, l'industrie sucrière guadeloupéenne est menacée de disparition à très brève échéance, à l'instar de son homologue de la Martinique, moribonde. L'intervention massive de l'Etat, sur le double plan organisationnel et financier, apparaît alors comme le seul moyen d'éviter d'effondrement. Après une série de discussions, dans lesquelles Amédée Huyghes-Despointes joue un rôle important, un plan de relance, dit « Plan Dijoud », du nom du secrétaire d'Etat aux DOM-TOM alors en fonction, est mis en œuvre à partir de l'année suivante. Il s'articule en trois volets<sup>166</sup>.

En premier lieu, un plan de relance de la canne, passant par un vaste effort de replantation et l'accélération de la mécanisation. De 1978 à 1982, plus de 7.700 ha sont replantés, soit le tiers environ de la sole cannière.

En second lieu, l'accélération de la réforme foncière, afin de désengager définitivement les usines de ce facteur croissant de difficultés et de pertes que constitue pour elles la culture de la canne. En 1980, la SAFER rachète aux usines 11.000 des 19.000 ha qu'elles possèdent encore, et prend en charge financièrement leur exploitation en attendant de pouvoir les revendre à des planteurs ; c'est très exactement un transfert de coût sur l'argent public. Cette opération ne concerne toutefois pas la SOSUGAT, qui n'exploite déjà plus que 925 ha en FVD, concentrés autour de l'usine et entièrement mécanisables (*Voir carte n° 3*).

La troisième partie du plan gouvernemental a pour objet la restructuration de l'outil industriel. En juillet 1980, deux conventions sont signées entre l'Etat, représenté par le directeur du Trésor, J. M. Haberer, et les sociétés sucrières. Par la première, la SIS abandonne la production de sucre (mais non celle de rhum) et ferme Darboussier, moyennant une « indemnité de cessation d'activité » de 30 MF. La seconde prévoit la réalisation, par les trois usines du « continent » guadeloupéen maintenues en activité (Gardel, Beauport, Grosse Montagne), d'un grand programme d'investissements destiné à atteindre un total de 900.000 tonnes de canne par campagne. Il est presque entièrement financé par les fonds publics, qui apporteront 35 des 48 millions de F nécessaires. L'Etat accorde en outre l'étalement des dettes fiscales et parafiscales, ainsi que la prise en charge par lui des déficits jusqu'en 1989, sous la forme d'une « marge industrielle ». S'agissant plus particulièrement de la SOSUGAT, le « protocole Haberer » prévoit de porter la capacité de Gardel de 2.800 à 3.200 t/jour, pour une manipulation annuelle de 320.000 tonnes, ce qui en ferait alors la première usine de la Guadeloupe ; le montant des investissements à effectuer est fixé à 20 MF, dont 3 millions seulement autofinancés, 5 apportés par l'Etat, 2,5 par le FEOGA<sup>167</sup> et 9,5 empruntés à long terme auprès de divers organismes financiers publics.

C'est donc d'une prise en charge pratiquement totale de l'industrie sucrière par les fonds publics dont il s'agit. En principe, l'Etat aurait dû

---

166 Ensemble de rapports conservés dans AN, 1984 0124/59. Voir également P. Millon, *L'Etat et l'industrie sucrière*, p. 183-195, et P. Beccaria, *Réforme foncière*, vol. 1, p. 111 et 147-148.

167 Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, l'organisme communautaire chargé de la gestion et du financement de la Politique agricole commune.

comblent les pertes jusqu'en 1990, mais, en 1985, en raison de ses difficultés budgétaires, il décide de se retirer, laissant les collectivités locales seules face aux déficits des usines. Or, ceux-ci sont monstrueux ; de 1982 à 1989, le total des pertes d'exploitation des quatre unités encore en activité en Guadeloupe dépasse les 300 millions de F, dont plus de 200 entre 1985 et 1989. Beauport depuis la faillite de la SAUB (1981), Grosse-Montagne après la mort de Charles Simonnet (1985) et Grande-Anse à Marie-Galante sont, de droit ou de fait, propriété des collectivités locales et ne survivent que grâce aux subventions des conseils général et régional<sup>168</sup>.

Gardel fait partiellement figure d'exception dans ce naufrage. Tout d'abord parce qu'elle demeure une usine privée. En 1986, l'entreprise change de raison sociale (la SOSUGAT devient Gardel SA, toujours entièrement contrôlée par la famille Despointes à travers la SIAGAT), et son capital est porté de 14,3 à 20 MF<sup>169</sup>, puis ultérieurement à 22,5 millions avec l'arrivée d'un nouvel actionnaire, extérieur, semble-t-il, au groupe familial<sup>170</sup>. Elle peut ainsi élever, comme prévu par le Plan Haberer, sa capacité à 3.000 t/jour, et financer la replantation de son FVD dans le cadre d'un nouveau plan de relance de la canne mis en œuvre par l'Etat en 1983, le « Plan Mauroy »<sup>171</sup>.

Seconde particularité de Gardel au cours des années 1980 : sa situation financière est plutôt « moins pire » que celle des autres usines (*Tableau n° 5*). Son déficit cumulé d'exploitation n'est « que » de 12,6 MF de 1983 à 1989, alors qu'il dépasse les 150 millions à Beauport<sup>172</sup>. Après les énormes pertes causées par la sécheresse de 1984, les résultats se redressent vite et l'usine gagne même de l'argent jusqu'en 1989. La production, qui a récupéré la majeure partie des cannes antérieurement manipulées par Blanchet, frôle le seuil de rentabilité en 1988 et 1989 (*Voir annexe*).

Ceci dit, ces résultats ne doivent pas faire illusion. Comme les autres usines de la Guadeloupe, Gardel ne peut fonctionner que grâce au soutien des pouvoirs publics. De 1982 à 1990, elle reçoit 12 MF de subventions d'équipement pour ses investissements industriels et la replantation de son FVD, plus 48 millions de subventions d'exploitation, dont, il est vrai, le tiers pour couvrir les énormes pertes dues au cyclone Hugo<sup>173</sup>. Après 1981, Gardel aussi est maintenue en vie sous perfusion.

---

168 Sur tout ceci, voir les informations très complètes contenues dans *Rapport IEDOM*, 1984 à 1989.

169 *Annuaire sucrier*, 1987.

170 La maison de courtage en sucre « Debayser, Wiart & Desbief », à Paris. Sa prise de participation se situe en 1989 ou 1990 ; elle détient alors 11 % du capital.

171 Il prévoit notamment la revalorisation significative du prix de la canne et son maintien à des niveaux permettant de couvrir le coût de production, ainsi que le lancement d'un vaste programme de replantation qui portera finalement sur près de 16.000 ha. Mis immédiatement en application et rondement mené, il permet effectivement le redémarrage de la production de canne, qui avait été pratiquement détruite par l'épouvantable sécheresse de 1984. De 1985 à 1989, la sole cannière passe de 14.100 à 16.700 ha et le volume manipulé par les usines de 590.000 à 831.000 tonnes.

172 Victime du « largage » de la SAUB par les Grands moulins de Paris, en 1981, et d'une absence à peu près totale d'investissements depuis le milieu des années 1970 ; R. Thésaurus, « L'intervention économique des collectivités locales en Guadeloupe : le cas de la SOSUMAG », *Revue fse d'adm. publique*, t. VIII, 1984, p. 525-530.

173 AFB, 0034 Z 0202-14, rapport d'audit comptable sur la situation de Gardel SA au 1<sup>er</sup> juin 1991.

TABLEAU n° 5 – *Les résultats de Gardel dans les années 1980*

	Résultat d'exploitation × 1.000 F
1983	-5.900
1984	-11.900
1985	-21.000
1986	+800
1987	+800
1988	+2.000
1989	+3.700
1990	-38.500

Source : AFB, 0034 Z 0202-14, rapport d'audit comptable sur la situation de Gardel SA au 1<sup>er</sup> juin 1991.

### **La fin de la gestion Despointes et le jeu des Grands à Gardel (1991-1994)**

Le 17 septembre 1989, la Guadeloupe est frappée par le cyclone Hugo, l'un des plus destructeurs de son histoire. On compte une dizaine de victimes et des dégâts matériels représentant 22 % du PIB départemental. L'industrie sucrière est ravagée. Environ 40 % des cannes sont couchées ou cassées, et les effets du vent sont aggravés par une intense sécheresse qui se prolonge jusqu'en avril 1990. Les usines sont très gravement endommagées ; Beauport n'est pratiquement plus en état de fonctionner et doit fermer en juillet. La production s'effondre, tombant de 78.000 tonnes en 1989 à 23.000 l'année suivante, et le redressement est très lent ; elle n'atteindra plus son niveau antérieur au cyclone avant 2004. A Gardel, la chute est de près de 70 %, les dommages se montent à 17 MF au moins<sup>174</sup> et le résultat d'exploitation, qui était légèrement bénéficiaire lors des exercices précédents, tombe dans un véritable gouffre de plus de 38 millions de pertes. Soutenue par des aides publiques<sup>175</sup>, la remise en état des usines est effectuée rapidement ; en 1991, le volume des cannes manipulées a retrouvé son niveau de 1989, mais, avec la nouvelle sécheresse qui s'annonce, les perspectives ne sont guère réjouissantes.

Pour Amédée Despointes, Hugo sonne manifestement l'heure de la retraite ; à 76 ans, il n'a probablement plus le courage de repartir après un choc pareil. Il lui faut maintenant trouver un repreneur pour Gardel. Despointes se tourne vers deux poids lourds de l'industrie française, Schneider, à travers la SIAPAP et la SIS, et Générale sucrière (l'actuelle Saint-Louis Sucre), second groupe sucrier métropolitain avec 15 % de la production de sucre de betterave. Les deux groupes ont également intérêt à éviter la fermeture de Gardel, quoique pour des raisons différentes<sup>176</sup>.

174 C'est le montant de la subvention reçue par la société pour compenser les dégâts ; *ibid*, id°.

175 *Rapport IEDOM*, 1990, p. 45.

176 Sauf exception duement signalée, tout ce qui suit provient de AFB, 034 Z 0032-04, note de la direction juridique de Schneider à Didier Pineau-Valencienne, PDG du groupe, 17 juillet 1992.

La Générale « est intéressée par Gardel en tant que (son) principal client pour des sucres roux destinés à sa raffinerie de Marseille<sup>177</sup>, mais également pour les quotas de sucre dont dispose Gardel »<sup>178</sup>. Schneider est un groupe presque totalement consacré aux biens d'équipement dans le secteur de la construction électrique et n'est concerné par le sucre en Guadeloupe que par héritage historique<sup>179</sup>. Après la fermeture de Darboussier, en 1980, la SIAPAP, sa holding de tête dans l'île, est demeurée présente dans la filière à travers ses deux filiales de la SIS, qui exploite à Bonne-Mère une grosse distillerie industrielle tournée vers l'exportation, et la SAG, propriétaire d'un domaine foncier qui s'étend encore, après les ventes de 1980 à la SAFER, sur près de 2.000 ha, dont la moitié « négociable pour divers aménagements fonciers »<sup>180</sup> dans la région de Pointe-à-Pitre. Les profits réalisés dans le rhum par la SIS et les perspectives de plus-values dans la revente de terres de la SAG<sup>181</sup> incitent Schneider à demeurer en Guadeloupe et à s'intéresser à Gardel, « afin de s'assurer un approvisionnement en mélasse mais également pour protéger son patrimoine immobilier, le contrôle de Gardel lui offrant la garantie de broyer sa production de canne sur ses terres qui, sinon, seraient squattérisées ».

L'opération se déroule en juin 1991. Elle est pilotée par Schneider, qui se place d'emblée en position dominante. La SIS rachète pour 8 MF à la SIAGAT, holding familiale Despointes, ses 89 % du capital de Gardel ainsi que 70 ha de terrains et une vingtaine de maisons rattachées à l'usine ; elle reprend en outre le passif, mais celui-ci est relativement peu important, car les pertes sont couvertes chaque année par des subventions publiques. Au total, Schneider fait une excellente affaire. De l'aveu même de sa direction générale, ces 8 millions représentent tout juste le prix des terrains et des maisons, ce qui signifie que « M. Huygues-Despointes a vendu Gardel pour rien » ; il fallait vraiment qu'il ait envie de se dégager du sucre ! Puis la SIS et la Générale souscrivent à une augmentation du capital, à l'issue de laquelle elles contrôlent respectivement 54 et 44 % de celui-ci. Les deux sociétés s'accordent sur le partage des sièges au conseil d'administration mais conservent encore Amédée Despointes comme président non exécutif ; la direction générale est confiée à un homme de la SIS, Michel Claverie<sup>182</sup>.

---

177 Il s'agit de la raffinerie Saint-Louis, qui donnera son nom au groupe en 1998. Gardel lui vend du sucre depuis les années 1930. Jusqu'en 1980, elle était également le principal client de la SIAPAP pour les sucres bruts de Darboussier et Blanchet.

178 Qu'elle pourrait espérer transférer sur ses usines métropolitaines en cas de fermeture de Gardel.

179 Le baron Empain avait pris le contrôle de la SIAPAP en 1959, puis de Schneider en 1963. Il revend tout le groupe à Paribas en 1981.

180 AFB, 0034 Z 0032-04, « Historique des activités industrielles SIS-SAG », 29 mai 1985.

181 *Ibid*, note interne de la direction générale « Point sur la situation de Gardel », 21 septembre 1992. Gardel a un besoin immédiat de trésorerie de 10 MF, sans lesquels elle risque de devoir déposer le bilan. La note propose que Schneider accorde l'avance nécessaire : « Il convient de prendre en considération les intérêts immobiliers (les Abymes, Darboussier) que nous avons en Guadeloupe et qui risqueraient de disparaître ... La somme de 10 MF dont Gardel a besoin peut être comparée aux plus-values avant impôt que nous rapporteront la vente de la première tranche des Abymes (34 ha sur 150) et qui pourrait s'élever à 70/80 MF dans les deux ou trois ans à venir ».

182 *Ibid*, id°, et note de la direction juridique au PDG de Schneider, 17 juillet 1992.

Très vite, des désaccords surgissent entre les deux associés. Schneider « entend assumer seul la gestion de cette affaire » et cantonne la Générale « dans un rôle d'actionnaire minoritaire, peu informé du détail des affaires », donc dans « l'impossibilité de peser sur le cours des événements ». Ainsi marginalisée, Générale sucrière refuse de participer à la reconstitution de la trésorerie de Gardel, laissant la SIAPAP seule face au problème, et exige le dépôt de bilan, ce que refuse absolument Schneider, qui a déjà engagé 20 MF dans l'affaire et craint de tout perdre. Les relations entre les deux groupes métropolitains sont d'autant plus tendues qu'ils sont en train de négocier le renouvellement du contrat d'approvisionnement de la raffinerie Saint-Louis par Gardel, qui est arrivé à échéance ; chacun des deux se sert du besoin que l'autre a de lui (Gardel de vendre son sucre, Saint-Louis de compléter ses approvisionnements) comme d'un moyen de pression pour l'ensemble du dossier. Finalement, en novembre 1992, un armistice est conclu par lequel Générale sucrière cède immédiatement à son associé le contrôle absolu de Gardel (deux tiers du capital) et s'engage à lui vendre le reste de ses actions par petits paquets sur six ans ; puis elle se retire du conseil d'administration. En contrepartie, Schneider renouvelle pour dix ans le contrat d'approvisionnement de Saint-Louis<sup>183</sup>. La suite des relations entre les deux groupes à Gardel se situe en dehors des bornes chronologiques de cette étude.

Gardel subit lourdement les conséquences du conflit entre ses deux actionnaires. Les accidents climatiques se succèdent (sécheresse en 1991 et 1994, pluies diluviennes en 1992), l'usine n'a pas assez de cannes à manipuler, les pertes sont astronomiques : 28 millions en 1991, 13 M en 1992, 4 M en 1993, 20 M en 1994. Pendant toute cette période, Gardel navigue constamment au bord du gouffre, et seul le soutien des conseils général et régional, qui comblent les pertes, lui évite le dépôt de bilan. Mais, même ainsi, l'insuffisance de trésorerie constitue une menace permanente ; la Générale refusant d'y mettre le moindre franc, c'est Schneider qui doit l'assumer seul, mais en ne faisant que le minimum pour garder la tête de l'usine hors de l'eau. Gardel est prise en étau entre les prétentions contradictoires de ses actionnaires ; elle n'est qu'une balle de ping-pong dans le jeu de deux Grands du capitalisme français, sans plus aucune marge de manœuvre.

S'il est un point, toutefois, sur lequel ce qui unit Schneider et Générale sucrière est, selon l'expression consacrée, plus fort que ce qui les divise, c'est leur volonté commune d'arriver très vite à une situation de monopole pour Gardel sur la production sucrière de la Guadeloupe « continentale ». Un long bras de fer les oppose au président du Conseil général, Dominique Larifla, qui, après la fermeture de Beauport, veut conserver Grosse Montagne en activité. En 1991, la Compagnie fermière, qui avait poursuivi l'exploitation de cette usine après la mort de Charles Simonnet (1985) est remplacée par une société d'économie mixte financée essentiellement par le Département, mais celle-ci est structurellement

---

<sup>183</sup> Sur tout ce qui précède, *ibid*, id° ; lettre de Pierre Pagezy, directeur général adjoint de Schneider, à son PDG, 9 novembre 1992 ; lettre d'Alain Meulnart, DG de GS, à Michel Staib, PDG de la SIS, 18 février 1997.

déficitaire faute de suffisamment de canne à manipuler<sup>184</sup>. La Guadeloupe n'en produit pas assez pour approvisionner et rentabiliser deux usines. Il faudrait 600.000 tonnes pour y parvenir, or elles ne passent ensemble à leurs moulins que 500.000 tonnes en 1991, 392.000 en 1992, 600.000 en 1993, et 458.000 en 1994 ; à Gardel, prévue pour 320.000 tonnes par campagne, le taux d'utilisation de la capacité n'est que 89 % en 1991, 66 % en 1992 et 73 % en 1994, n'étant pleinement utilisée qu'en 1993 (377.000 tonnes). Pour ses contrôleurs, il est hors de question que cette situation se prolonge. Lors de discussions conduites à la fin de 1991 avec le président du Conseil général, ils affirment clairement leur position : 1) « La production de canne de la Guadeloupe doit être transformée dans une seule usine » ; 2) « Gardel considère qu'elle est en situation financière, industrielle et juridique de le faire » ; 3) La décision du Département de maintenir Grosse-Montagne en activité est « tout à fait préjudiciable à Gardel en raison de la faiblesse de la récolte » ; et 4) Ils exigent donc la fermeture de leur concurrente<sup>185</sup>. Pour Larifla, cette prétention est inacceptable. Des projets circulent de création d'un site unique en Grande-Terre, à Blanchet ou à Beauport, impliquant donc la fermeture de Gardel, mais le coût en serait prohibitif. A la fin de la campagne 1994, qui, nous l'avons vu, est désastreuse, et à la veille d'une suivante qui ne s'annonce pas meilleure, Schneider passe de la simple exigence à la menace : « Gardel a besoin d'être recapitalisée de manière urgente à hauteur de 15 MF. La Générale sucrière et la SIAPAP sont disposées à faire les efforts nécessaires pour redonner une structure financière normale à la société *si et seulement si, lorsque et seulement lorsque*, l'usine de Grosse-Montagne sera officiellement arrêtée. Si cet arrêt ... n'intervient pas pour la campagne 1995 ... les actionnaires n'auront d'autre choix que de *déposer le bilan* de Gardel »<sup>186</sup>.

Cette fois, le Département ne peut plus reculer. Gardel, notait déjà un expert quelques années plus tôt, fournit 150 emplois permanents et 500 saisonniers, et achète les deux tiers de la production de canne de la Guadeloupe ; elle constitue donc « un enjeu politique local ... Les collectivités ne peuvent (la) laisser disparaître »<sup>187</sup>. *A fortiori* maintenant, alors que la situation n'a cessé de se dégrader depuis trois ans. Grosse-Montagne est donc sacrifiée. Elle ne redémarre pas pour la campagne 1995, transformée en centre de transfert vers Gardel des cannes produites dans le nord de la Basse-Terre.

Le processus de concentration de l'industrie sucrière sur le « continent » guadeloupéen vient donc de parvenir à son terme. On est passé d'environ 450 habitations-sucreries au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle à 16 usines au début du XX<sup>e</sup>, 13 au milieu de celui-ci et une seule à la fin. Pourquoi

---

184 *Rapport IEDOM*, 1992, p. 49, et AFB, 0034 Z 0202-08, deux articles de *France Antilles*, 19 et 20 janvier 1992.

185 AFB, 0034 Z 0032-04, note de la direction juridique de Schneider au PDG, 17 juillet 1992.

186 *Ibid*, note de la direction financière de Schneider au PDG du 21 novembre 1994, lui fournissant des éléments dans la perspective de sa prochaine rencontre avec Dominique Perben, le ministre des DOM-TOM, au sujet d'un nouveau plan de relance de la filière annoncé par le gouvernement. Les mots soulignés le sont dans le document.

187 AFB, 0034 Z 0202-14, rapport d'audit comptable sur la situation de Gardel au 1<sup>er</sup> juin 1991.

Gardel, nous demandions-nous au début de cet article, et pas une autre plus grande (Beauport) ou mieux située (Blanchet) ? La réponse tient probablement un peu au hasard des circonstances, beaucoup à l'acharnement d'Amédée Despointes et au soutien financier des pouvoirs publics, et plus encore au travail et au courage de ces milliers de salariés qui se sont succédés au fil des décennies dans l'usine et dans les champs. Nous ne les avons guère vus tout au long de cette étude, parce que les sources de l'histoire industrielle, orientées principalement vers les problèmes techniques et financiers de la gestion, ne s'intéressent généralement pas à eux ; mais sans eux, rien de tout ceci n'aurait été possible.

ANNEXE  
EVOLUTION DE LA PRODUCTION DE GARDEL DE 1870 A 2010

	<b>Production de sucre (Qx)</b>		<b>Production de sucre (Qx)</b>
1870	env. 6.000	1926	18.300
1874	env. 8.500	1927	12.160
		1928	6.650
1880	14.844	1929	310
1881	11.669		
1882	15.991	1930	23.000
1883	13.063	1931	2.200
1888	16.613	1932	32.092
1889	13.221	1933	45.327
		1934	28.973
1890	18.940	1935	29.728
1891	6.262	1936	33.640
1892	15.576	1937	51.361
1893	17.430	1938	42.812
1894	14.780	1939	52.217
1896	16.860		
1900	10.994	1940	57.056
		1941	55.918
1911	17.669	1942	57.732
1912	19.042	1943	51.656
1913	24.223	1944	27.356
1914	29.922	1945	30.499
1918	3.980	1946	38.368
1919	4.620	1947	37.641
1920	8.627	1948	32.096
		1949	51.951
1923	10.150		
1924	19.480	1950	78.901
1925	20.220	1951	79.890

	<b>Volume de cannes manipulées (Tonnes)</b>	<b>Production de sucre (Qx)</b>
1952	114.313	107.130
1953	97.832	95.510
1954	99.000	107.514
1955	104.674	115.584
1956	150.747	143.136
1957	121.498	131.776
1958	139.866	128.071
1959	146.822	150.027
1960	182.696	175.859
1961	175.284	166.928
1962	193.489	181.932
1963	186.808	181.949
1964	183.969	168.373
1965	178.337	187.543
1966	193.193	185.021
1967	200.028	181.642
1968	169.254	173.517
1969	181.711	159.975



	<b>Volume de cannes manipulées (Tonnes)</b>	<b>Production de sucre (Qx)</b>
1970	221.030	204.761
1971	209.476	196.807
1972	92.107	74.722
1973	132.218	132.462
1974	142.795	132.776
1975	142.275	145.501
1976	135.047	133.169
1977	146.881	150.850
1978	149.305	136.640
1979	196.948	202.390
1980	204.486	214.410
1981	213.087	178.550
1982	236.468	228.430
1983	164.000	162.860
1984	123.881	120.844
1985	192.359	194.013
1986	241.290	225.778
1987	264.464	265.964
1988	288.784	282.932
1989	289.400	287.250
1990	113.100	91.050
1991	285.625	262.604
1992	211.905	185.189
1993	377.034	327.871
1994	233.436	258.894
1995	317.767	275.834
1996	448.680	416.597
1997	481.758	479.849
1998	343.082	322.606
1999	567.460	531.676
2000	563.633	562.994
2001	434.614	475.791
2002	545.321	427.610
2003	478.106	539.166
2004	707.628	617.670
2005	675.274	582.438
2006	594.824	559.072
2007	602.184	657.730
2008	507.674	522.093
2009	527.002	459.262
2010	569.873	507.742

*Nota* : volume de cannes manipulées non disponible antérieurement à 1952, sauf pour 1870, 1874 (voir ci-dessous), 1883 (13.037 tonnes) et 1934 (38.685 t).

## SOURCES ET OBSERVATIONS

1870. Tableau présenté dans le rapport de la commission de l'immigration et des usines au *Conseil Général*, session extraordinaire de mai 1875, p. 30. Le document n'indique que le volume de cannes

- manipulées = 7.983 tonnes ; comme il s'agit de la première campagne, marquée sans doute par de nombreuses difficultés, nous supposons un rendement industriel médiocre, situé quelque part entre 7 et 8 %, soit 558,8 à 638,6 tonnes de sucre.
1874. Même source. Le document n'indique que le volume de canne manipulées = 12.177 tonnes. La campagne est entravée par des pluies continuelles, qui font chuter les rendements industriels ; celui de Darboussier n'est que de 6,82 %, celui de Beauport 7,26 %. Nous avons retenu 7 % pour Gardel (852,4 tonnes de sucre).
- 1880 à 1882. Chiffres de première main reproduits dans les Mss Jules Ballet ; ADG, 2J 6, p. 48.
1883. Tableau très complet de l'activité de toutes les usines de la Guadeloupe, publié par René Monnerot, directeur général des exploitations de Blanchet, dans le *Journal des fabricants de sucre*, et reproduit dans *Courrier de la Gpe*, 11 novembre 1884.
- 1888 à 1892. Chiffres de première main reproduits dans les Mss Jules Ballet ; ADG, 2J 9, p. 14.
1896. ANOM, Fonds ministériel, Gua. 101/716, gouverneur Moracchini à ministère des Colonies, « Rapport sur l'industrie agricole de la Guadeloupe », 29 octobre 1898.
1900. Tableau publié dans *JO Gpe*, 20 mars 1901.
- 1911 à 1914. ANOM, Fonds ministériel, Gua. 222/1374, rapports annuels d'ensemble du gouverneur.
- 1918 et 1919. ANOM, 1Aff.Eco. 62/5, dossier « Statistiques de production ... », gouverneur à ministre, 24 avril 1920.
1920. ADG, Cabinet, s. c. 6273/8.
- 1923 à 1931. ANOM, 3Aff.Eco. 4, dossier « Rhums et sucres, Guadeloupe », rapport du député Barthe, 4 décembre 1933.
- 1932 à 1954. Syndicat des producteurs de sucre et de rhum de la Guadeloupe.
- 1955 à 2010. INSEE, CTCS/CTICS.

TABLE DES MATIERES

<i>SAINTE-ALARY (1870-1920)</i>	55
Histoire en pointillés de l'habitation-sucrierie Sainte-Marie du XVIII <sup>e</sup> siècle à 1860	56
La création et les années de croissance de l'usine Lagardelle (1870-1883)	61
Gardel dans la grande crise sucrière de la fin du XIX <sup>e</sup> siècle (1884-1901)	71
Evremond III (de) Saint-Alary, de l'investissement au désengagement (1902-1920)	72
 <i>AUBERY (1920, 1928-1968)</i>	80
L'intermède Graëve et la reprise de Gardel par Armand Aubéry (1920-1928)	80
Les difficultés de Gardel à l'époque des crises (1928-1945)	81
Les grandes grèves de l'après-guerre et le massacre du 14 février 1952 à Moule	84
Les « Vingt Glorieuses » de Gardel (1946-1965)	86
La gestion « désastreuse » de Jean-Claude Aubéry et la reprise de Gardel par Amédée Despointes (1960-1968)	88
 <i>HUYGHES - DESPOINTES (1968-1994)</i>	90
Le dernier « Grand-Blanc sucrier » de l'histoire de la Guadeloupe	90
Le dramatique effondrement de la sucrierie guadeloupéenne dans la décennie 1970	92
Despointes à Gardel, 1968-1980 : survivre !	96
Gardel sous perfusion (1980-1990)	102
La fin de la gestion Despointes et le jeu des Grands à Gardel (1991-1994)	104